

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Premier Mai (*Amédée Dunois*). — Vers un Parti de Réformes sociales (*A. Ker*). — Pour le 1^{er} Mai. — Les conférences de Pâques (*Eden et Cedar Paul*).

Le Menchevisme, le Communisme et la Révolution mondiale (*G. Zinoviev*). — L'Orient et la Révolution (*G. Sajarov*). — Bibliothèque Communiste; etc., etc...

LE PREMIER MAI

On a dit que le Premier Mai est pour la classe ouvrière ce qu'a été, pour la bourgeoisie républicaine, la fête du 14 juillet. C'est une erreur. Le 1^{er} mai n'est pas une fête ; c'est une manifestation. Le 1^{er} mai ne consacre pas le passé ; le passé du prolétariat international est fait surtout de batailles perdues et de répressions douloureuses dont le souvenir, utilement entretenu dans les générations nouvelles, ne donne pas matière aux réjouissances. Peut-être la victorieuse révolution du 7 novembre sera-t-elle fêtée un jour par les prolétaires émancipés de tous les pays comme le Quatorze-Juillet de leur classe. En attendant que ce jour vienne, pas de fête pour le prolétariat souffrant et militant ; pas de fête qui commémore un passé fait de souffrances et de luttes ; mais une manifestation qui prépare l'avenir en exaltant dans les masses l'esprit de revendication, de combat et de sacrifice.

Tel est le caractère du Premier Mai. Cette prétendue fête du travail est en réalité la mobilisation générale des travailleurs. Un jour par an, le même jour, le prolétariat international affirme par un chômage concerté son indépendance de classe, en même temps que sa volonté d'émancipation totale. Faire l'histoire du Premier Mai depuis trente ans, ce serait retracer l'histoire du mouvement ouvrier lui-même, dont le Premier Mai n'est qu'une sorte d'expression symbolique et de vivant reflet.

Lorsqu'en juillet 1889, à Paris, le Congrès international ouvrier socialiste vota la motion

du citoyen Raymond Lavigne (1), alors secrétaire de la Fédération des syndicats et Groupes corporatifs de France, et l'un des lieutenants de Jules Guesde à la tête du Parti ouvrier français, il entendait donner à la manifestation projetée un objet particulièrement précis : la fixation par la loi de la journée de huit heures. La journée de huit heures ! La revendication la plus constante et la plus arrêtée peut-être de tous les congrès ouvriers depuis la Première Internationale ! Le mouvement ouvrier en 1889, était si faible encore, et le capitalisme si plein de verveur, si débordant de sève, en dépit de ses crises périodiques, que le congrès aurait cru sacrifier à l'utopie en ne limitant pas à la journée de huit heures l'objet de la manifestation.

Celle-ci eut lieu à la date fixée, avec un succès tel que le congrès suivant (Bruxelles, août 1891) décida de la renouveler chaque année en lui gardant avec soin son « véritable caractère économique de revendication de la

(1) Transcrivons-en le texte ici : « Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail et d'appliquer les autres résolutions du Congrès International.

A la proposition Lavigne, le Congrès de Paris ajouta les deux paragraphes suivants, dont le second lui fut suggéré, au nom de la Social-démocratie allemande par W. Liebknecht et Bebel :

« Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1^{er} mai 1890 par l'American Federation

journée de huit heures et d'affirmation de la lutte des classes ». Ainsi commença la série de ces Premier Mai annuels qui, après avoir jeté la terreur au camp de la bourgeoisie, finirent par la laisser — déchéance suprême ! — à peu près indifférente. D'année en année, le principe de la manifestation allait déperissant, le chômage auquel elle donnait lieu était de moins en moins compact.

Le Premier Mai tendait à n'être plus qu'une ennuyeuse journée de fête lorsque les syndicalistes révolutionnaires français délibérèrent de lui rendre — c'était en 1904 — la vigueur et l'éclat qu'elle avait presque complètement perdus.

Ils lancèrent le mot d'ordre fameux : « A partir du 1^{er} mai 1906, nous ne travaillerons plus que 8 heures. » Encore et toujours les huit heures ! Où l'on se séparait des premiers initiateurs de la manifestation, c'était seulement sur la tactique. Foin de la « fixation légale » des huit heures ! Les syndicalistes de 1904 se moquaient de la loi comme de ceux qui prétendent la faire. Ils n'avaient foi que dans l'action directe, qu'ils érigeaient en sorte de dogme, opposé par eux à cet autre dogme qu'était de plus en plus, pour les socialistes abâtardis ou vieillis de la 2^e Internationale, l'action parlementaire.

Ce sont les syndicalistes révolutionnaires qui, à partir de 1906, ont restitué au Premier Mai son caractère primitif de manifestation et de combat. Sans doute, l'action directe ne produisit-elle pas tous les fruits merveilleux que ses fidèles en attendaient : après comme avant 1906, les ouvriers français continuèrent à travailler plus de huit heures, mais la combativité ouvrière s'accrut avec la pratique même du combat, mais le syndicalisme français prit une valeur révolutionnaire qui, sans la brusque trahison des chefs ouvriers au 4 août, eût vraisemblablement amené le prolétariat de ce pays à prendre l'offensive que nos camarades russes attendent en vain de lui depuis plus de trois ans. Hélas ! la C. G. T. n'est plus que l'ombre d'un grand corps. Et quand on pense que c'est précisément à l'heure fatidique où la bourgeoisie capitaliste chancelait sous le poids néronien de ses crimes que les chefs confédéraux ont jugé expédient de passer à l'ennemi, on est tenté de céder, contre ces hommes néfastes, aux suggestions de la colère et du mépris !

La guerre a bouleversé tout l'ordre des valeurs anciennes. Il était permis avant 1914 de

of Labor, dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.

« Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation de leur pays. »

croire à l'évolution révolutionnaire, bonne vieille notion marxiste dont les opportunistes de la 2^e Internationale affublèrent trop souvent leur crainte fondamentale de la révolution ! En 1921, il est devenu évident que seule la révolution est, si l'on peut dire, révolutionnaire. Au réformisme impénitent du Premier Mai d'avant la guerre, aussi bien de celui de 1892, que de celui de 1906, opposons sans peur un Premier Mai qui soit illuminé de l'esprit, du sentiment, de la passion révolutionnaire que l'ardent foyer de Moscou fait rayonner sur le monde. C'était avant la guerre, messieurs les chefs ouvriers, qu'il fallait nous recommander la nationalisation industrialisée et les assurances sociales. Qui s'intéresse aujourd'hui à ces grandes réformes ? Et qui, surtout, les croit réalisables ? La nationalisation industrialisée, même limitée dans ses objets, implique une rupture totale du front capitaliste par le prolétariat militant. Et quant aux assurances sociales, elles nécessitent, pour être efficaces, une prospérité industrielle et financière que l'Etat bourgeois, écrasé de dettes, ne connaîtra plus.

C'est toute la revendication révolutionnaire qui tel un drapeau déployé, doit planer au-dessus de nos Premier Mai d'après-guerre. La fin du régime capitaliste approche et la proximité de son effondrement exige d'en finir avec ces temporisations incessantes dont la force de l'adversaire, plus même que notre propre faiblesse, nous a fait longtemps une loi. *Lutte de classe totale pour la révolution totale*, écrivions-nous ici l'autre jour. C'est le mot d'ordre des temps nouveaux ; c'est le mot d'ordre, désormais, du Premier Mai.

Mais une lutte de classe totale, mais des Premier Mai de combat ne deviendront possibles qu'avec la déchéance de l'Internationale d'Amsterdam et des états-majors fatigués et sceptiques qui la dirigent. C'est pourquoi la bataille contre Amsterdam est, pour le prolétariat militant, le plus urgent de ses devoirs de classe. Si le prolétariat y manquait, il risquerait à l'heure des actions décisives de recevoir, dans le dos, le coup de poignard de la trahison.

Amédée DUNOIS.



Vers un Parti de Réformes Sociales

Les excès réactionnaires du Bloc National et la disgrâce actuelle des partis qui, jusqu'à la guerre, ont dirigé ou cru diriger la politique française, ont remis à l'ordre du jour la formation d'un *bloc des gauches*, et les élections partielles — en particulier celles du deuxième secteur à Paris — fournissent d'incessantes occasions aux leaders radicaux, radicaux-socialistes et même socialistes de préconiser la nécessité d'un front unique.

Quels seraient le but et le programme de ce groupe, quelles en seraient les limites, les moyens d'action et les appuis extérieurs, c'est ce que nous allons examiner, en nous reportant aux nombreuses déclarations faites dans la presse et à la tribune par les représentants qualifiés de l'*union des gauches*.

Tout d'abord, s'agit-il d'un simple *cartel électoral* ou de la création d'un *parti nouveau* ?

Pour Aulard et Boncour, le problème est d'ordre électoral : pas de parti nouveau ; pas de discussion sur les doctrines, qui devraient rester intactes (!) ; mais seulement retrouver la majorité de gauche qui existe dans la masse électorale, et pour cela, faire le *bloc*, *additionner des voix*, et la victoire volée par le bloc de droite, changera de camp. D'autres, au contraire, supputent les chances de formation d'un grand parti républicain, d'un parti de réformes sociales.

Mais cartel ou parti ne sont que des degrés différents de l'union et de la concentration des forces dites démocratiques. Cartel ou parti, l'union ne peut se faire que sur un *programme*, et c'est là ce qui fait l'objet d'amples débats dans les journaux comme *l'Œuvre* et *l'Ère Nouvelle*, qui travaillent à la réorganisation et au groupement des gauches.

D'après M. Aulard, l'action du cartel doit être « laïque et sociale, c'est-à-dire orientée dans le sens d'un socialisme scientifique et raisonné, qui se réaliserait sans violence ».

« Je voudrais, ajoute-t-il, que tous les représentants qualifiés de tous les partis de gauche se réunissent pour désigner celles des réformes sociales qui leur semblent *mûres* et qu'ils s'engageassent à les défendre en commun et à les faire aboutir. Voilà la vraie union des gauches, l'union pour l'action ! L'Union des républicains pour l'action ne peut se faire que sur un programme de réformes sociales, conçues dans un esprit socialiste, car tout le mouvement des sociétés civilisées va au socialisme. »

Ferdinand Buisson pose la question avec un cément, quel est le but auquel nous tendons ? Vi-franchise dure pour des oreilles radicales : « Franchisons-nous tout bas à maintenir sous des formes rajeunies un système qui ménage notre situation ?... Ou bien avons-nous pris notre parti de supprimer les classes sociales, c'est-à-dire en somme d'abolir les privilèges qui subsistent comme l'armature invisible de tout ce régime nominalement démocratique ? Il faut choisir entre ces deux attitudes ».

Herriot, convié à jouer sa partie dans cette cacophonie démocratique, demande « l'union et contre la réaction et contre la démagogie ». Il a « assez fait de socialisme municipal pour ne pas avoir peur du socialisme national en ce qu'il a de réalisable et d'intelligent ». Il ne saurait y avoir en effet rien de réalisable et d'intelligent en dehors de ce qu'un professeur aussi notoire qu'Edouard Herriot veut bien reconnaître pour tel.

« Notre programme, ajoute-t-il, est tout tracé : c'est le programme radical (?). Viendra à nous qui voudra. Notre parti a eu le tort, selon moi, de parler trop souvent de ses alliances et trop rarement de son programme ».

Or le parti d'Herriot est atteint d'un engourdissement incurable qui fait dire à Séailles : « On ne sait plus où commence et où finit le parti radical. Il vient d'apparaître encore comme le parti du lâchage et de la trahison ». Et Aulard lui-même avoue qu'il n'est pas encore bien arrivé à comprendre ce qu'on y veut faire.

Il y a pourtant un programme sur lequel Herriot, Aulard, Buisson et Paul-Boncour se mettront facilement d'accord, c'est celui de Saint-Mandé, programme de réformes sociales réalisables, dit-on, par la voie démocratique et étatique et qui nie la lutte de classes, conception fondamentale du socialisme.

Les divergences sur le programme appellent les controverses sur les *limites* à fixer au cartel.

Herriot se refuse à admettre sans conditions même le socialisme national des dissidents de la *France Libre* que Buisson, Aulard, et même Paul de Cassagnac jugent acceptable.

Paul de Cassagnac obtient l'hospitalité de *l'Œuvre* pour déclarer qu'il n'existe que deux grands partis : le parti de Berlin et de Moscou, et le parti de l'ordre et de la liberté qui va jusqu'à « son cher Paul-Boncour ».

Aulard traçant les frontières de sa République plante à gauche un poteau sur lequel est écrit

d'un côté : « Bolchevisme », et de l'autre : « Démocratie ». Son poteau de droite marqua : « Laïcité, réformes sociales ».

**

Sur les forces que l'on dressera contre l'opposition d'un conservatisme intransigeant et brutal, sur les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation du programme, voici les paroles définitives prononcées par Paul-Boncour dans un discours récent à Selles-sur-Cher : « Servons-nous donc de cette arme incomparable, de cette arme révolutionnaire du suffrage universel que nous ont forgée nos pères et pour nous en servir, tenons compte des circonstances et du mode de scrutin ». Ce qui signifie : « Faisons le bloc des gauches qui permettra la réalisation des grandes réformes et qui prouvera à la classe ouvrière que la République reste l'instrument nécessaire et suffisant de la transformation sociale ».

Le socialisme de Boncour, d'Aulard et de Buisson se ramènera donc à un ensemble de pratiques politiciennes et de compromis électoraux et parlementaires. A ce titre, il sera tout à fait digne d'être représenté dans le gouvernement.

**

Où seront les effectifs du cartel démocratique ? Où trouvera-t-il ces appuis extra-parlementaires ? Il peut compter sur une partie de la bourgeoisie laïque et libérale, mais les leaders savent très bien que pour aboutir et pour durer, il leur faut l'appui des forces ouvrières.

Paul-Boncour, ami compromettant, voit dans la C. G. T. « une collaboratrice précieuse, indispensable que n'était pas la C. G. T. de 1910 ». On comprend dès lors pourquoi il estime que l'issue de la lutte entre la majorité confédérale et l'extrémisme déterminera tout l'avenir de la démocratie dans ce pays.

Mais Buisson reste sceptique sur la confiance qu'inspirera au monde ouvrier ce nouveau parti si plein de bonnes intentions : « L'ouvrier ne nous écoute plus, dit-il. Il a acquis jusqu'à l'exagération le sens critique ou plus exactement le sens du réel. Il reste convaincu de la nécessité de changer l'ordre social. C'est Bracke qui a raison. On est pour ou contre la Révolution ».

Qui, évidemment, on est pour ou contre la Révolution. Mais la bourgeoisie ne forme pas un bloc réactionnaire homogène comme le pensait Lassalle, et Marx, dans le manifeste communiste distingue entre les ennemis de classe et aperçoit dans la bourgeoisie des éléments progressistes. C'est pourquoi, entre les classes extrêmes, qui ont des intérêts économiques contradictoires, il y a place pour des éléments qui se groupent en un parti mixte, éléments appartenant à cette fraction de la bourgeoisie disposée aux réformes ou venant de cette partie de la classe ouvrière qui attend tout de la démocratie,

éléments qui s'essayent perpétuellement au rôle inutile de concilier les inconciliables et dont la position d'équilibre instable est sans cesse menacée par les progrès du mouvement ouvrier et par la logique et implacable défense des conservateurs intégraux.

**

Ce parti de protectionnisme ouvrier a d'ailleurs chez nous des ancêtres et une tradition. En 1848 déjà, en pleine lutte révolutionnaire, s'était fondé le parti mi-bourgeois, mi-ouvrier de la *démocratie sociale*, dans le but d'atténuer les antagonismes de classes.

Il y a 20 ans, nous avons eu le millerandisme, qui fut une tentative d'apprivoiser et de gouvernementaliser le socialisme.

Le néo-millerandisme n'est donc pas une nouveauté. Il y aura toujours place dans notre pays de petite bourgeoisie pour un parti de réformes sociales. La création de ce parti s'impose; elle est utile; elle est désirable. Elle retiendra ou attirera toute une clientèle douteuse qui formait autrefois l'aile droite de notre parti et qu'il a fallu traîner comme un poids mort.

**

Mais la puissance de réalisation du bloc de la démocratie sociale ne sera plus ce qu'elle fut au temps de Waldeck-Rousseau et de Combes, car l'heure du réformisme est passée. Notre bourgeoisie se dit qu'on demande beaucoup à un gouvernement qui ne sait pas tout refuser; et elle préfère risquer de tout perdre plutôt que de rien céder.

Le Temps nous le répète sur tous les tons : on ne fait pas sa part à la Révolution; mieux vaut courir les chances d'une lutte ouverte que de glisser de concessions en concessions à une catastrophe. Une résistance obstinée aux revendications du prolétariat, une hostilité haineuse à l'égard du socialisme, voilà ce que nous promet la classe dirigeante en fait de politique sociale.

Dans la politique savante de concessions à la classe ouvrière, de séduction et de corruption de ses têtes pensantes, tout aussi bien que dans la manière forte préconisée par *le Temps*, nous ne pouvons voir que deux sortes de politiques antiprolétariennes. Nous saurons distinguer entre les deux, mais nous les combattons l'une et l'autre.

A. KER.



Pour le Premier Mai

Un Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

Nous publions ci-dessous l'appel adressé aux organisations à l'occasion du 1^{er} mai, par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste :

Un an s'est encore écoulé, sans que dans aucun pays du monde, sauf la Russie soviétiste, la classe ouvrière puisse se vanter d'une victoire. Les capitalistes de tous les pays expriment ouvertement leur joie, comme s'ils étaient convaincus de leur triomphe définitif. Un an s'est encore écoulé, et la bourgeoisie tient toujours en mains le gouvernail, pendant que le monde devient un champ de ruines.

Dans les pays capitalistes vaincus, en Allemagne, Autriche et Hongrie, la misère va toujours augmentant pendant que les brigands internationaux acquièrent à vil prix jusqu'aux derniers biens de ces pays. Les exploiters nationaux y trouvent leur compte, tandis que la misère des masses laborieuses augmente chaque jour davantage. Les salaires depuis longtemps ne correspondent plus aux prix de vente et, bien que les magasins regorgent de marchandises, des millions d'hommes ne savent pas comment nourrir leurs enfants et comment s'acheter les vêtements les plus nécessaires.

Dans les pays vainqueurs, le chômage va augmentant. En France, la ruine économique s'accroît chaque jour davantage. En Angleterre même, le pays qui a le plus profité de la guerre, les grèves succèdent aux grèves. Les maîtres de la Bourse de Londres, de Paris et de New-York croient pouvoir transformer en mendiants la moitié et même plus de la moitié de la population de tous les pays, sans qu'il se trouve personne pour leur disputer le pouvoir. Ils se trompent grandement ! Plus de deux ans et demi sont passés depuis la guerre et le capital mondial n'a pas été capable de réorganiser l'économie mondiale. Ils ne peuvent que renforcer encore les antagonismes déjà existants.

Le monde entier souffre encore des conséquences de la dernière guerre et déjà on se prépare à une nouvelle guerre. Si le prolétariat mondial ne prend pas au collet son ennemi, on le forcera à nouveau à répandre son sang pour les intérêts du capital mondial. Le prolétariat doit serrer les rangs et s'engager résolument dans le chemin de la Révolution.

La Russie soviétiste a tenu tête à la réaction mondiale et l'Angleterre a été obligée de conclure un traité commercial avec elle. Les masses prolétariennes de la Russie soviétiste, quelque grande que soit leur misère, se groupent résolument autour du pouvoir des Soviets. Les persécutions ne peuvent pas arrêter la marche victorieuse des idées communistes, elles ne le peuvent pas en France où ces idées sont nées et ont été consacrées par le sang des martyrs de la Commune de Paris.

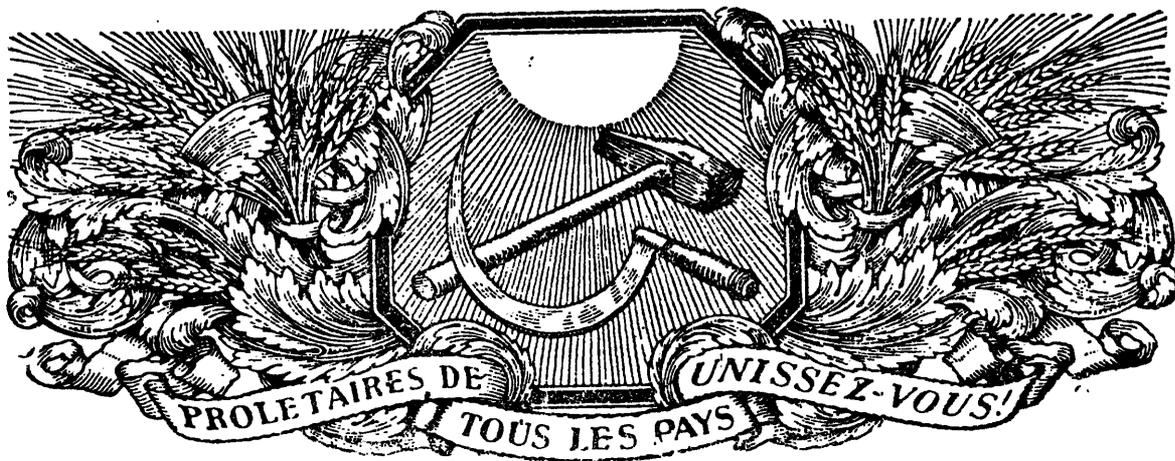
Notre mot d'ordre pour le Premier Mai, le voici : Nous devons nous placer à la tête des larges masses sans parti qui aspirent à l'amélioration de leurs conditions d'existence. A chaque instant peut venir le moment où s'épuisera la patience des masses laborieuses, où elles ne voudront plus supporter les souffrances et les peines auxquelles les condamne le capitalisme agonisant. C'est alors que l'avant-garde communiste remplira avec joie son devoir qui est d'entraîner les larges masses avec elle dans la lutte pour la conquête du pouvoir.

L'Internationale communiste appelle tous les travailleurs à rassembler toutes leurs forces, à être unis et prêts à la lutte. Nous n'allons pas au devant d'une période de lent travail de propagande et d'agitation, mais au devant d'une période de luttes toujours plus âpres. Les communistes de tous les pays seront les troupes de choc dans ces luttes. Notre drapeau rouge trempé de sang ne doit pas être uniquement le symbole de luttes futures ; il doit être brandi dans les grandes batailles révolutionnaires d'aujourd'hui et de demain.

Le premier mai, nous voulons montrer à la bourgeoisie mondiale que nous sommes prêts à la lutte, nous voulons que le drapeau rouge flotte sur toutes les fabriques et toutes les usines et qu'il soit porté en tête de nos cortèges pour qu'il éveille la conscience des masses prolétariennes qui doivent entendre l'appel.

Unissez-vous tous, qui êtes opprimés et qui souffrez, qui êtes exploités et asservis ! A bas les amis ouverts et clandestins de la bourgeoisie ! Vive la Russie soviétiste, forteresse de la révolution mondiale ! Vive la Ligue internationale des républiques soviétistes !

*Le Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.*



Le Menchevisme, le Communisme et la Révolution Russe

(Lettres aux Ouvriers Berlinoises)

Nous publions ci-dessous les lettres adressées par G. Zinoviev au prolétariat berlinois, pendant son séjour en Allemagne lors du Congrès de Halle. Le contenu n'en a pas vieilli.

Camarades,

Il m'est arrivé un petit malheur. J'ai pris froid et je ne puis aujourd'hui vous faire des discours. Vous le comprendrez, je le regrette infiniment, mais puisqu'il en est ainsi, il ne me reste plus qu'à vous adresser ces quelques lignes et à vous demander de lire ces paroles, par lesquelles je veux conclure.

Nous pouvons, à l'heure qu'il est, tirer du Congrès de Halle les déductions qui s'imposent. Quelles sont ces déductions ? Les débats ont montré clairement que l'adhésion des chefs de droite du Parti des Indépendants à la 3^e Internationale est chose impossible, et cela, non pas parce que nous avons fixé 21 conditions au lieu de 18, mais parce que la seule et unique condition importante n'est pas remplie, et cette condition, la voici : c'est que tous les leaders de la droite se comportent sérieusement envers le communisme et la révolution prolétarienne. Cette condition préliminaire, je le répète, n'est pas remplie, et c'est pour cela, et seulement pour cela, que nous ne pouvons pas nous entendre. Les chefs de la droite du Parti Socialiste Indépendant ne veulent pas adhérer à l'Internationale Communiste. Et l'Internationale Communiste, de son côté, ne veut pas dans son sein de ces droitiers.

L'Internationale Communiste m'avait envoyé ici

pour arriver à obtenir une discussion de programme, une discussion de principes. Notre devoir était de forcer les leaders de droite à abandonner le terrain des mesquines questions d'organisation et à prendre nettement position sur les questions les plus importantes, sur les questions décisives du sort de la révolution mondiale. C'était également le but de nos amis, les camarades de la gauche du Parti Socialiste Indépendant, et ce but, nous l'avons atteint. La droite du Congrès a accueilli hier avec enthousiasme le discours-programme du menchevik Martov. Ce discours se divisait en deux parties. L'une était un réquisitoire contre le gouvernement soviétiste ; l'autre, la condamnation, selon les propres expressions de Martov, de « cette foi naïve et religieuse des masses en la victoire immédiate du socialisme », c'est-à-dire la condamnation du mouvement révolutionnaire et communiste des masses prolétariennes du monde entier. De la première partie, destinée, dans l'esprit de son auteur, à produire l'effet d'une bombe contre le gouvernement prolétarien russe, je parlerai plus tard. Commençons par la seconde, beaucoup plus importante. Martov ne fait en somme qu'y répéter ce qu'avait déjà dit, dans son discours dirigé contre moi, le représentant de la droite du Parti des Indépendants, Rudolph Hilferding.

Quand nous reprochons aux leaders de droite de ne pas savoir aller avec les masses, de refréner leur ardeur révolutionnaire, Rudolph Hilferding appelle cela « une basse surenchère du radicalisme ». Le grand problème que nous avons à résoudre et qui consiste à déterminer comment il nous faut guider

les masses, dans leur longue et pénible lutte, se réduit, aux yeux d'un droitier comme Hilferding, à « une basse surenchère de radicalisme ». Qu'est-ce que cela prouve ? Tout simplement que Hilferding de même que Martov ne comprennent pas du tout la lutte des masses, qu'ils ne respirent pas le même air que les masses ouvrières, que non seulement ne marchent pas en tête de ces dernières, mais qu'ils cherchent à les tirer en arrière.

Martov, dans son discours, a parlé à maintes reprises de cette « foi naïve et religieuse des masses ». C'est, d'après lui, un immense malheur pour le mouvement ouvrier actuel que les masses, « fanatisées » par le bolchevisme se bercent de l'espoir de la réalisation prochaine du socialisme.

Camarades,

Comment un véritable socialiste peut-il se plaindre de l'existence d'une telle foi au sein des masses ? Ce n'est pas là une chose dont on puisse se plaindre. Cela, nous ne devons pas le regretter, au contraire, nous devons nous en réjouir.

En réalité, cette foi religieuse des masses prolétariennes est le facteur révolutionnaire le plus important de l'histoire mondiale. Sans cette foi naïve-religieuse, sans ce soi-disant fanatisme bolcheviste, la révolution prolétarienne serait impossible. Ce que l'on veut appeler le fanatisme des masses, est l'âme de tout notre mouvement prolétarien, c'est la force motrice la plus puissante de la révolution mondiale. Nous ne devons pas regretter qu'il en soit ainsi, nous devons en être profondément heureux. Comment Martov et Hilferding peuvent-ils être là-dessus d'une autre opinion ? Comment la révolution mondiale peut-elle se produire, comment le prolétariat peut-il triompher de l'univers entier, si les masses ne se jettent pas avec enthousiasme dans la lutte, si elles ne se donnent pas à elle corps et âme, avec la ferme espérance, avec l'inébranlable assurance en la victoire définitive ?

Camarades, dans mon premier discours, je vous rappelais les paroles que le regretté Auguste Bebel aimait à adresser aux masses prolétariennes allemandes. Vous, vieux militants de la cause ouvrière, vous vous souvenez pourquoi Auguste Bebel était si cher aux masses prolétariennes d'Allemagne et du monde entier, pourquoi il en était tant aimé. Qu'est-ce qui lui avait valu la tendresse passionnée des masses ouvrières de toute l'Allemagne, du monde entier ? C'était précisément sa foi ardente, « fanatique » en la victoire prochaine du socialisme, sa confiance passionnée, naïve et même — pour employer l'expression de Martov — religieuse, en l'imminence du Mané, Thécel, Pharès de la bourgeoisie, qui allait marquer l'heure du triomphe définitif des opprimés.

Camarades, souvenez-vous de la minute historique, où Auguste Bebel au déclin de ses jours, à un congrès, dit avec une émotion profonde : « Je suis persuadé que nous tous, qui nous trouvons ici dans cette salle, nous verrons la victoire du socialisme ». Souvenez-vous de l'enthousiasme que provoquaient chez les meilleurs éléments prolétariens du parti allemand les déclarations de Bebel. Camarades, les paroles que je viens de citer, Bebel les prononçait quelques années avant la guerre imp

rialiste. Cette guerre est arrivée, elle a été suivie d'une crise économique terrible, puis ç'a été — pour employer l'expression du même Auguste Bebel — « le crépuscule des dieux » de la société bourgeoise. Et maintenant que nous assistons à ce « crépuscule des dieux », maintenant que les foules ont été traversées par le courant électrique de l'enthousiasme communiste, arrivent des chefs comme Martov et Hilferding pour doucher à froid les masses prolétariennes, qu'ils déclarent « fanatisées ». Et l'on vient nous dire que ce fanatisme religieux des masses n'est, ni plus ni moins, qu'un phénomène réactionnaire !

Comment Martov et Hilferding se représentent-ils la victoire de la révolution prolétarienne ? Pensent-ils en effet qu'il suffise aux bons vieux chefs du parti d'adopter une résolution à un Congrès, d'écrire une certaine quantité de ces gros volumes qu'on décore du nom de travaux scientifiques sur le socialisme, ou de faire procéder à un vote dans une assemblée nationale quelconque, pour amener le règne du socialisme ? Non, camarades, il n'y a que des réformistes, il n'y a que des gens complètement ignorants de la vie intérieure de notre classe, des émotions profondes qui secouent l'âme des masses prolétariennes pour parler, comme l'ont fait ici Martov et Hilferding. Non, il ne faut point déplorer cette foi naïve « fanatique » des masses en la victoire prochaine de la révolution socialiste ; bien au contraire, il faut nous en réjouir. Il nous faut la développer ; il nous faut nous mettre à la tête de cette masse qu'on dit fanatisée. En effet, camarades, dans cette assurance pleine et entière, il n'y a rien de naïf, rien de religieux ; au contraire, les naïfs, ce sont ceux qui croient qu'un bouleversement sans l'enthousiasme sacré des masses laborieuses ; les naïfs, ce sont ceux qui s'imaginent que ment tel que la révolution prolétarienne peut s'accomplir — on peut abolir le capitalisme sans guerre civile. Ce sont des naïfs, des gens infectés par les idées réformistes, ceux qui croient que l'on peut faire la révolution prolétarienne par des moyens social-pacifistes ; ce sont des naïfs et des religieux bourgeois, ceux qui pensent qu'en s'en tenant à la bonne vieille tactique renforcée de quelques extraits du programme d'Erfurt, on peut déclencher la révolution prolétarienne. Martov et Hilferding et, en général, les droitiers de tous les pays font aux masses ce reproche : vous avez une foi par trop fanatique en la victoire de la révolution prolétarienne ! Or, camarades, je le déclare : les masses prolétariennes auraient beaucoup plus le droit d'adresser le reproche contraire aux réformistes et à tous les chefs droitiers, auxquels elles devraient crier : Dites donc, vous qui êtes nos chefs, pourquoi avez-vous si peu de foi, si peu de cette confiance fanatique en la victoire de notre cause, en notre lutte prolétarienne, en nos buts ultimes, en notre dictature, en notre victoire définitive prochaine ?

Les chefs de droite ne croient pas à la révolution prolétarienne. C'est ce que j'ai essayé de démontrer dans mon premier discours. Et en effet, camarades, toutes les paroles de Martov et de Hilferding n'ont-elles pas été une démonstration éclatante de ce que j'affirmais ? Hilferding et Martov n'ont-ils pas prouvé que, réellement, cette foi leur fait défaut ?

Camarades, il existe en Angleterre, depuis quelques dizaines d'années déjà, un groupe fort curieux d'intellectuels, que l'on peut considérer comme les représentants classiques du mouvement réformiste. C'est le groupe des Fabiens, ces idéologues du réformisme, qui précisément, eux aussi, raillent le fanatisme religieux des masses et qui, ne voulant avancer que lentement et par une progression insensée, marchent en réalité à reculons, comme les écrivains. Ces Fabiens sont des scientifiques; ils croient à la possibilité de la révolution, à son avènement dans quelque cinquante ans; ce sont des « Cunctator » typiques. Aussi leur plairait-il que les masses également n'avancent pas trop vite. Frédéric Engels, camarades, durant son séjour à Londres, a très bien étudié cette espèce de réformistes.

Je n'affirme pas que tous les Indépendants de droite soient des Fabiens. Parmi eux, il existe différentes tendances dont quelques-unes, je dois en convenir, sont plus révolutionnaires. Mais les théoriciens, disciples de Kautsky, sont maintenant très proches de l'idéologie fabienne. Le social-pacifisme, c'est exactement la même chose que le « fabianisme ». A ce propos, permettez-moi de vous citer Frédéric Engels lui-même. Voici ce qu'il dit textuellement dans une lettre, en date du 31 décembre 1892, adressée de Londres à Sorgue (voir la correspondance d'Engels et de Sorgue).

« Ici, à Londres, les Fabiens forment un groupe de gens (j'adoucis l'expression d'Engels) qui ont assez d'intelligence pour prévoir que la révolution sociale est inévitable. Pourtant, ils ne croient pas possible de confier cette tâche gigantesque au seul prolétariat ignorant et grossier; aussi se chargent-ils de le diriger. La peur de la révolution, c'est leur principe fondamental. Ce sont des intellectuels par excellence. Parmi une foule de choses sans valeur, on trouve pourtant chez eux quelques bons ouvrages d'agitation, écrits avec le plus grand soin et qui sont ce que les Anglais ont de mieux en la matière. Mais, dès qu'ils retournent à leur tactique spécifique qui est d'étouffer la lutte de classe, c'en est fait d'eux, ils ne sont plus bons à rien. C'est pourquoi ils nourrissent contre Marx et contre nous une haine fanatique, et tout cela à cause de la lutte de classes ».

Telles sont, camarades, les paroles de Frédéric Engels. Tout ce qu'Engels disait des Fabiens, je ne veux pas l'appliquer aux réformistes contemporains. Parmi ceux-ci, il peut se trouver des gens qui ne méritent point la caractéristique impitoyable d'Engels. Pourtant, si nous recherchons l'origine de la haine que les chefs de droite ont vouée au communisme, nous serons bien forcés de répéter : *la peur de la révolution, maintenant encore, est le principe directeur de beaucoup d'intellectuels opportunistes.*

Où, camarades, je vous le demande, n'était-ce pas la peur affreuse de la grande révolution, de cette révolution cruelle dans quelques-unes de ses manifestations, mais émancipatrice de l'humanité, qui percevait dans tout le discours de Martov ? Et les discours de Hilferding ne suaient-ils pas la peur de la révolution ?

Encore un mot, camarades. Ce ne sont pas seulement des savants, des intellectuels qui font de la crainte de la révolution leur principe fondamental ; il y a encore une petite minorité d'ouvriers qui a érigé cette crainte en principe. C'est cette partie du prolétariat, numériquement faible, mais politiquement très importante, que Marx et Engels ont nommée l'aristocratie ouvrière, qui maintenant se transforme en facteur réactionnaire dans notre mouvement émancipateur.

J'arrive ici au deuxième point important de notre discussion, à la question syndicale. Ce n'est pas par hasard, camarades, qu'aux deux jours les plus ardents de nos débats, on nous a fait une telle obstruction, lorsque nous avons traité dans nos discours la question de l'Internationale Syndicale. Actuellement, c'est là une question vitale pour tout le mouvement. J'ai déjà signalé que ni Crispin, ni Dittmann n'avaient répondu à Moscou un seul mot à nos attaques contre cette Internationale. Maintenant il en est autrement, et il est clair que ce n'est pas là l'effet du hasard : en effet, les vieux syndicats réformistes sont le refuge de l'aristocratie ouvrière. Jouhaux, Legien, Appleton, Oudgeest et Samuel Gompers, ce sont là les idéologues de l'aristocratie ouvrière. Cette aristocratie ouvrière, il va de soi, fait de la crainte de la révolution son principe fondamental. Tous les leaders intelligents de la bourgeoisie le comprennent à merveille. C'est pourquoi, ils soutiennent de toutes leurs forces les éléments aristocratiques du mouvement ouvrier, c'est pourquoi ils considèrent les vieux syndicats réformistes comme leur appui, comme leur rempart.

Pour ne pas donner lieu à de fausses interprétations, je répète encore une fois ce que nous avons si souvent déclaré dans l'Internationale Communiste. Nous n'affirmons pas que toutes les unions professionnelles, qui ont adhéré à l'Internationale syndicale d'Amsterdam, soient des organisations jaunes. Pas du tout. Nous savons parfaitement que des centaines de milliers et des millions d'ouvriers affiliés à cette Internationale ne sont pas des jaunes, mais de véritables ouvriers, de véritables prolétaires qui malheureusement, n'ont pas encore conscience de leur rôle historique. Nous avons préconisé le mot d'ordre suivant : ne pas quitter les syndicats, y rester pour y faire chaque jour une propagande politique, une propagande systématique contre le réformisme, et libérer ainsi les unions professionnelles du joug de l'idéologie bourgeoise et du réformisme de l'aristocratie ouvrière. Et cela, nous le ferons, quoi qu'il arrive.

Mais, remarquez-le, camarades, les chefs de l'aristocratie ouvrière commencent déjà à expulser les communistes des maisons professionnelles. Le parti Ouvrier Anglais (Labour Party), qui est en somme une organisation professionnelle, a décidé de ne pas accepter les communistes dans son sein. En Allemagne, on voit se manifester la même tendance : on veut exclure les communistes des unions professionnelles, et cela parce que ceux-ci ont l'intention de créer au sein de ces unions des noyaux communistes. Que les réformistes essaient de nous expulser ! Ils n'y réussiront pas, ils se casseront le cou. Si Legien ou Jouhaux et leurs frères d'armes veu-

lent nous expulser parce que nous organisons des noyaux communistes, cela ne nous arrêtera pas ; nous continuerons — clandestinement s'il le faut — à organiser ces noyaux, et cela non seulement contre la bourgeoisie, mais contre Jouhaux et Legien eux-mêmes ; et tôt ou tard, la masse des syndiqués, cette même masse que Martov déclare infectée de fanatisme religieux et de foi naïve, sera nôtre. L'Internationale d'Amsterdam dans le domaine syndical joue absolument le même rôle que la 2^e Internationale de Bruxelles ou de Genève, dans le domaine politique. L'Internationale d'Amsterdam est une fraction de la 2^e Internationale. Dans des conditions autres et par des moyens différents peut-être, mais en vertu des mêmes principes, nous devons employer contre elle les méthodes de lutte dont nous avons fait usage, dans le domaine politique, contre la 2^e Internationale. Nous ferons dans le domaine syndical une œuvre analogue à celle que nous avons déjà accomplie dans le domaine politique, où nous avons libéré du réformisme la plus grande partie de la masse ouvrière. Si, en Allemagne, vous vous disposez à soutenir sérieusement jusqu'au bout l'Internationale d'Amsterdam, vous en arriverez fatalement à former une sorte de Labour Party, c'est-à-dire une organisation hybride mi-politique et mi-syndicale, mi-parlementaire et mi-économique, qui poursuivra la politique de l'aristocratie ouvrière et non celle de la masse prolétarienne. Le mouvement syndical aura de rudes combats à soutenir, en Allemagne. Nous attendons avec confiance, avec assurance, les batailles décisives. Le résultat en sera, non la scission du mouvement ouvrier, mais sa consolidation, sa libération du réformisme et de l'idéologie de l'aristocratie ouvrière.

Permettez-moi maintenant de répondre à ce qui a été dit ici contre le gouvernement soviétique russe.

Les Indépendants de droite, dans la résolution qu'ils ont proposée au Congrès, déclarent qu'ils sont prêts à continuer de soutenir le gouvernement soviétique russe. N'empêche qu'ils ont fait chorus à toutes les accusations lancées par le leader menchévik, Martov, contre le gouvernement soviétiste. Vous avez complètement le droit, camarades, d'être menchéviks. Mais dans ce cas, il ne faut pas vous en cacher, il faut le dire ouvertement. Les accusations lancées par Martov ne sont compréhensibles que pour ceux qui ont une idée au moins sommaire de ce qu'a été le menchévisme en Russie. Permettez-moi de vous faire une esquisse rapide du développement du menchévisme.

Camarades, dès le début de la révolution de 1905, les menchéviks trahirent la révolution. Déjà à cette époque, ils avaient fait alliance avec la bourgeoisie libérale russe, c'est-à-dire avec les cadets, contre les bolchéviks, contre la classe ouvrière.

Puis ce fut la contre-révolution. Et alors, leur trahison à la cause de la révolution russe ne fit que s'accroître. Ils proposèrent de supprimer notre parti clandestin. Ils exigèrent ouvertement notre transformation en parti réformiste.

La guerre éclata. Dans sa grande majorité, le noyau central du menchévisme en Russie (Martov, en ce temps-là, résidait à l'étranger) fut pour la guerre impérialiste, soutint le gouvernement tsariste

et s'efforça de développer dans la classe ouvrière russe le plus bas chauvinisme.

Puis ce fut la révolution de mars 1917. Le réformisme fit immédiatement alliance avec la bourgeoisie contre le bolchevisme, contre la classe ouvrière. Les menchéviks réclamèrent la continuation de la guerre impérialiste. Ils s'en tinrent à une politique analogue à celle de Scheidemann et Noske, en Allemagne.

De concert avec les socialistes révolutionnaires, ils préparèrent la fameuse offensive de juin sur le front allemand, offensive qui coûta des dizaines de milliers d'existences aux ouvriers et aux paysans russes. En alliance avec la bourgeoisie, les propriétaires fonciers et les banquiers genre Tchéréchenko, les menchéviks constituèrent le gouvernement qui s'intitula gouvernement de coalition. Soutenus par la bourgeoisie, ils poursuivirent nos journaux, interdirent la *Pravda* et dispersèrent notre organisation. Pendant les journées de juillet 1917, le gouvernement menchéviste de coalition organisa les pogroms contre les bolcheviks. Les ministres menchéviks, les Tséréteïli et autres sont responsables des actes du gouvernement de coalition en 1917, à Pétersbourg. Les menchéviks, alliés aux socialistes révolutionnaires, préparèrent le désarmement du prolétariat pétersbourgeois et moscovite. Au cours des journées de juillet 1917, le gouvernement menchéviste tenta de me faire passer, ainsi que les camarades Lénine, Trotsky, Kollontaï, Lounatcharsky et d'autres pour des espions, des agents du Kaiser et s'efforça d'exciter les masses contre nous, Trotsky, Kamenev et plusieurs autres camarades furent arrêtés. Les menchéviks sabotèrent de toutes leurs forces la révolution prolétarienne de novembre.

Après la révolution d'octobre, une partie considérable des menchéviks, la fraction des activistes, lutta, les armes à la main, contre la révolution prolétarienne. Le membre du Comité Central du parti menchévik, Maïsky, était membre du gouvernement contre-révolutionnaire de Samara, où il occupait le poste de ministre du travail. Les menchéviks participèrent donc au gouvernement contre-révolutionnaire de Samara, à l'époque du soulèvement des gardes-blancs tchéco-slovaques. Voilà, rapidement esquissé, le cours du développement du menchévisme qui est, pour la Russie, ce qu'est le parti de Scheidemann pour l'Allemagne ; le S. P. D. (1) correspond exactement au S. D. R. (2). C'est pourquoi le menchévisme a fait faillite en Russie. Martov peut avoir un certain succès parmi les Indépendants de droite, à Halle ; il ne peut en avoir aucun à une assemblée prolétarienne en Russie, et cela parce que les ouvriers russes savent parfaitement que les menchéviks, dans l'ensemble, ont joué en Russie le même rôle que Scheidemann et Noske, en Allemagne. Oui, nous avons dû poursuivre les menchéviks, mais si le menchévisme a été détruit en Russie, ce n'est pas seulement par les poursuites que nous avons exercées contre lui. Le bolchevisme aussi, durant la première période de notre révolution, a été persécuté de la façon la plus cruelle ; néanmoins, on n'a pu l'anéantir. Au contraire, plus il

(1) Sozialistische Partei Deutschland.

(2) Social-Démocratie Russe.

était persécuté, plus il croissait en force. C'est le contraire qui est arrivé pour les menchéviks, parce que les ouvriers russes connaissaient et haïssaient la politique contre-révolutionnaire de ces derniers.

Maintenant, vous comprendrez les accusations de Martov, dont le parti n'existe plus en Russie pour la classe ouvrière ; vous comprendrez pourquoi il nous attaque avec une telle rage. Martov a pourtant oublié de vous dire qu'il avait reçu ses passeports pour venir au Congrès de votre parti, *quoique notre gouvernement sût parfaitement bien ce qu'il y dirait.*

Nous ne craignons pas les accusations de Martov ; que les journaux bourgeois polonais publient ce que Martov a dit de nous (et ils le feront certainement) ; que les journaux anti-bolchévistes du monde entier reproduisent les accusations lancées contre nous par Martov ! Les ouvriers comprendront que l'on ne peut pas plus y ajouter foi qu'aux accusations lancées par Scheidemann contre les ouvriers révolutionnaires allemands.

Martov a affirmé que le 2^e congrès de l'Internationale Communiste ne s'est pas occupé de la question de la guerre russo-polonaise. Ceci est faux. De même que beaucoup de ce qu'a dit Martov.

Le premier manifeste lancé par le Congrès de l'Internationale Communiste aux travailleurs du monde entier était consacré à la guerre russo-polonaise. Ce manifeste, il est vrai, n'avait pas fait l'objet d'un examen spécial de la part du Congrès ; en effet, pour les socialistes, il était clair que cette guerre est une guerre défensive soutenue par les ouvriers russes contre les capitalistes polonais, et que les ouvriers du monde entier doivent soutenir la Russie soviétiste.

Martov, ainsi que Hilferding, Crispin et Dittmann ont affirmé que nous, communistes, nous désirons une nouvelle guerre, que nous voulons entraîner à la guerre les prolétaires allemands. Encore une fois, je le répète : c'est faux, cela n'a pas été prouvé. Camarades, je viens de recevoir de Paris le journal social-patriote français *La Vie Socialiste*, du 9 octobre. J'y lis : « Appartenir à la 3^e Internationale, c'est préparer une nouvelle guerre ». Qui donc dit cela ? C'est M. Renaudel, le frère français de M. Scheidemann. Voilà qui est significatif.

Les Indépendants de droite ont déclaré qu'ils continueront à l'avenir, de soutenir le gouvernement soviétiste russe. Ce qui n'a pas empêché la *Freiheit* de publier hier un manifeste intitulé : « Le nouveau tyran ; les socialistes arméniens implorant du secours ». Qui sont donc ces « socialistes » arméniens ? Ce sont aussi des *scheidemann*, ce sont aussi des gens du même acabit que les social-patriotes polonais dirigés par Daszinsky. Les social-traitres arméniens écrivent — je cite textuellement : « Le Comité Central du parti ouvrier porte les faits susmentionnés à la connaissance du *Bureau Socialiste International* ».

Camarades, qu'est-ce que c'est que ce Bureau Socialiste International ? C'est le Bureau de la 2^e Internationale. Les social-patriotes arméniens font partie de la 2^e Internationale. Et c'est tout à fait logique ; ils sont membres de la 2^e Internationale parce qu'ils sont des Noske, parce qu'ils

sont des Daszinsky. On déclare vouloir soutenir le gouvernement soviétiste, et en même temps on insère en première page ce manifeste contre le gouvernement prolétarien russe. Le gouvernement soviétiste ne perdra rien à n'être plus soutenu d'une telle façon. La « démocratie arménienne » et le parti qui s'intitule « Parti ouvrier arménien » ne sont que les instruments de l'Entente. Ce sont ces instruments que la *Freiheit* tente maintenant de soutenir.

Voici ce que la *Freiheit* écrivait hier, dans ses (c'est-à-dire dans mes) déclarations sur la nécessité de réveiller de leur torpeur les peuples de l'Orient et de les lancer dans la lutte contre l'impérialisme anglo-français, il (c'est-à-dire moi) fait preuve d'une connaissance très exacte de la psychologie des peuples asiatiques, ainsi que des besoins pratiques de la politique soviétiste, à laquelle le mouvement émancipateur des peuples de l'Islam est nécessaire pour exercer une pression sur le gouvernement anglais. » J'ai cité la *Freiheit* textuellement. Maintenant, je vous le demande, camarades, est-ce qu'il n'y a que le gouvernement soviétiste seul qui ait besoin de ce mouvement émancipateur des peuples de l'Islam ? Et la classe ouvrière *allemande* et la classe ouvrière du monde entier, est-ce qu'elles n'ont pas besoin, elles, du mouvement émancipateur des peuples de l'Islam contre l'Entente, contre la bourgeoisie mondiale ? Et ainsi, camarades, une fois de plus, vous pouvez vous convaincre combien la *Freiheit* est prête à soutenir le gouvernement soviétiste. Un soutien de ce genre, nous n'en avons que faire, et si la *Freiheit* publie des manifestes adressés à la 2^e Internationale, cela prouve seulement, nous n'hésitons pas à le dire, qu'elle commence à devenir un organe de cette dernière, un organe antibolchéviste. Mais nous sommes bien tranquilles et, puisqu'il y a déjà partout tant de feuilles antibolchévistes, qu'il y en ait donc une de plus à Berlin, la *Freiheit* ; d'ailleurs, il n'est pas dit qu'elle doive toujours rester aux mains des réformistes.

J'aborde la dernière question : celle « des conditions ». La déclaration écrite que Hilferding a présentée au nom de la droite a prouvé, pour la centième fois que, pour les chefs droitiers, le fond du débat, ce ne sont pas les conditions, mais les questions de programme sur la dictature du prolétariat, la révolution mondiale, les syndicats, etc. Après que les Indépendants de droite ont adhéré ouvertement au menchévisme, point n'est besoin de discuter avec eux sur les détails.

Hilferding, dans son discours, a cité les paroles prononcées par la regrettée Rosa Luxembourg en 1904, c'est-à-dire il y a seize ans, alors qu'il n'y avait pas encore de séparation tranchée entre le bolchévisme et le menchévisme. De telles citations sont sans valeur aucune. Hilferding aurait pu, avec beaucoup plus de justesse, citer ce que Trotsky, peut-être même encore en 1916, disait contre nous. Oui, il y a eu un temps où il n'était pas encore clair que le menchévisme était l'équivalent du réformisme, et où beaucoup de révolutionnaires se faisaient illusion sur la nature véritable du menchévisme. Mais maintenant, durant la révolution, nous voyons chaque jour les meilleurs éléments menchévistes passer

par centaines dans nos rangs. En tout cas, je suis heureux qu'on ait évoqué la mémoire de notre chef et maître, Rosa Luxembourg, car cela va me permettre de rectifier le jugement porté par Hilferding. Nous avons, de Rosa Luxembourg, un document datant non pas de 1904, mais de 1916, c'est-à-dire de l'année où la crise battait son plein et où l'effondrement de la 2^e Internationale ne faisait plus de doute pour personne. Ce document, intitulé « Principes directeurs des tâches de la Social-Démocratie internationale », est représenté par une annexe de Rosa Luxembourg à la brochure de Junius. J'en détache textuellement le passage que voici :

« 3. Le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat se trouve dans l'Internationale. L'Internationale, en temps de paix, résout les questions relatives à la tactique des sections nationales, au militarisme, à la politique coloniale, à la politique commerciale, à la célébration du premier mai et, durant la guerre, toutes les questions de tactique.

« 4. L'obligation première pour les partis affiliés à l'Internationale est d'exécuter les décisions de cette organisation. Les sections nationales, par le fait même qu'elles agissent contre les décisions de l'Internationale, se mettent en dehors de cette dernière. »

Camarades, voilà qui est clair et précis. Rosa Luxembourg n'était pas contre les vingt et une conditions, elle était avec nous, pour toutes les conditions.

La droite du Congrès n'a pas le droit de dire, conformément au paragraphe 17 des conditions, les camarades de gauche doivent simplement passer dans l'Union Spartacus. C'est une erreur. C ne correspond ni au point de vue de l'Internationale Communiste, ni à celui de l'Union Spartacus. A notre avis, ce qu'il faut, c'est l'union fraternelle de tous les éléments communistes et non leur simple passage d'une organisation dans une autre. Et que les chefs des Indépendants de droite se tranquillisent ; cette union fraternelle se fera en bonne camaraderie, sans disputes ni rivalités aucunes.

Tel est le sens des vingt et une conditions. Toute la marche du Congrès du parti a prouvé que ces vingt et une conditions atteignent bien le rés : que nous nous étions proposé, en les élaborant. Elles nous aident à séparer le bon grain de l'ivraie, elles nous aident à rassembler tous les éléments véritablement communistes. Lorsque nous nous serons débarrassés des réformistes opportunistes et de l'aristocratie ouvrière semi-bourgeoise, lorsque nous resterons seuls à seuls, bien entre nous, il ne sera pas difficile de nous entendre sur celles des vingt et une conditions qu'il conviendrait peut-être de modifier, en se basant sur l'expérience acquise. Mais, maintenant, nous sommes tous pour les décisions de l'Internationale Communiste et pour les vingt et une conditions en bloc, conditions formulées par l'élite de la classe ouvrière internationale. Et maintenant que sonne l'heure de la séparation définitive, nous voyons se lever le jour où — que vous le vouliez ou non — d'un côté de la barricade vont se réunir tous les éléments opportunistes, et de l'autre tous les éléments communistes d'Allemagne. Puisque même

à ce Congrès, que les droitiers, soutenus par quarante-cinq journaux à leur dévotion, se sont tant hâtés de convoquer, et où, transportant les débats sur le terrain de l'organisation, ils ont tout fait pour dénaturer le sens des vingt et une conditions, la fraction communiste du Parti des Indépendants n'en a pas moins réuni une majorité considérable ; nous pouvons affirmer que nous avons pour nous la plupart des ouvriers affiliés au Parti des Indépendants.

En Allemagne, il se forme un grand Parti communiste unifié, et c'est là le plus grand événement historique de nos jours. C'est pourquoi, encore une fois :

Vive le nouveau Parti communiste, le Parti communiste unifié d'Allemagne, la Section allemande de l'Internationale Communiste !

Camarades, amis, frères ! Au revoir, dans l'Internationale Communiste !

G. ZINOVIEV.



Bibliothèque
Communiste
PARIS
123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine).....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La maladie infantile du Communisme</i>	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i>	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i>	épuisé
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
C. TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i>	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50

A. GLEBOV

LES SYNDICATS RUSSES ET LA RÉVOLUTION

Préface de
Boris SOUVARINE

Une brochure 0 fr. 50
Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Les Conférences de Pâques

Un grand nombre d'organisations ouvrières et presque toutes les organisations socialistes et communistes de ce pays ont tenu un congrès ou une conférence à Pâques. Le Parti communiste de Grande-Bretagne a fait exception. Son congrès d'inauguration a eu lieu au mois de janvier ; et son second congrès dans lequel seront débattus les règlements et les statuts du Parti se tiendra à Manchester, les 23 et 24 avril. Mais deux des conférences tenues à Pâques, celle de l'*Independent Labour Party* et celle du *Socialist Labour Party* ont contribué à consolider les forces communistes.

Par une majorité de cinq voix contre une, les 21 conditions et l'affiliation à la 3^e Internationale ont été rejetées. Comme on devait s'y attendre, l'I.L.P. continuera à essayer d'arriver au socialisme en persuadant à la majorité des électeurs que le capitalisme peut être renversé, sans que le cours ordinaire de la vie en subisse aucun ébranlement. A une très grande majorité, l'I.L.P. a décidé l'affiliation à l'Internationale de Vienne. Sa situation à cet égard est plutôt bizarre, car Vienne s'est prononcée pour une politique de lutte de classes, tandis que la tactique de l'I.L.P. est en faveur d'une collaboration de classes. L'I.L.P. répudie la 2^e Internationale, et cependant la personnalité la plus en vue dans le Parti, le théoricien attitré de l'attitude prise par l'I.L.P., est Ramsay Mac Donald, l'un des deux secrétaires de la 2^e Internationale, qui n'en a pas moins été élu membre national du comité exécutif de l'I. L. P. à une majorité écrasante ! Il est à noter que de même que Mac Donald en Georgie, l'I.L.P. fait ici le jeu de la réaction. Lloyd George, pour des raisons électorales, agite le spectre rouge et déclare que socialisme est synonyme de révolution. C'est précisément ce que les communistes tiennent à faire comprendre à la masse des ouvriers et des ouvrières qui doivent être convaincus qu'il n'y a pas d'autre moyen de sortir de l'impasse actuelle que la révolution. Mais l'I.L.P. déclare aux ouvriers que le socialisme peut être atteint par une lente évolution, et contribue par là à obscurcir le problème. Les décisions du congrès de l'I.L.P. détacheront du Parti les « rouges ». Nous ne savons pas encore combien d'entre les membres de l'I.L.P. passeront au Parti Communiste, mais d'après les calculs que nous avons pu faire jusqu'ici, il y en aura à peu près 1.000.

Le *Socialist Labour Party* a des raisons opposées à celles que donne l'I.L.P. pour refuser de se soumettre aux instructions de la 3^e Internationale, et pour rejoindre le Parti Communiste. Il prétend que le Parti Communiste est « teinté de réfor-

misme » et qu'il cherche à s'affilier au Labour Party. De fait, c'est l'ancien Parti Communiste de Grande-Bretagne qui cherchait à s'affilier au L.P. dont l'accès lui fut refusé. Le nouveau Parti Communiste n'a jamais soulevé la question. Le S. L. P. est jusqu'à présent peu nombreux, mais il est composé de révolutionnaires éprouvés. Un Parti Communiste qui tient à faire une action efficace, doit être capable d'absorber des éléments de ce genre.

A Londres a eu lieu la conférence d'inauguration de la *Ligue des Jeunes Ouvriers* (Young Workers' League) formée par la fusion de deux organisations de jeunesses socialistes. C'est une organisation nettement « rouge » affiliée à l'Internationale Communiste des Jeunesses, et s'intéressant ardemment à l'éducation des jeunes ouvriers. Sa fondation marque un pas dans l'organisation des Jeunesses d'Angleterre. La « Young Workers League » éditera mensuellement une revue intitulée *The Young Worker* (Le jeune ouvrier), dont le premier numéro va paraître.

La conférence de l'*Union nationale des instituteurs* a prouvé que ses membres avaient fait un grand pas à gauche. Cette Union a 60.000 membres et à la conférence de Brislington 2.000 délégués étaient présents. Il est évident que sous le système actuel, il est impossible aux instituteurs de poursuivre dans les écoles de l'Etat une politique très avancée dans leur enseignement. Mais l'idée révolutionnaire parmi les instituteurs des écoles élémentaires est en progrès manifeste. Il y a eu une tendance à la scission dans l'Union nationale des instituteurs ; les éléments les plus avancés n'étaient pas satisfaits des progrès accomplis. Cette année toutefois, un jeune Gallois qui fut pendant 5 ans un mineur et est instituteur depuis 10 ans, a été élu vice-président et sera président l'année prochaine. Ce choix d'un « rouge » parmi les leaders, contribuera probablement à consolider l'Union dans sa marche en avant.

L'une des conférences qui fut peut-être des plus importantes parmi toutes celles qui eurent lieu à Pâques, fut celle du *National Workers' Committee movement* (mouvement des conseils nationaux d'ouvriers). Cette conférence s'est réunie à Sheffield, du 31 mars au 2 avril. Le mouvement des *Shop Stewards* (délégués d'ateliers) et des conseils d'ouvriers a prospéré pendant les trois dernières années de la guerre, lorsque le mouvement syndical officiel fut tout à fait éclipsé par le social-patriotisme de ses chefs. A ce moment-là, la construction des machines était l'industrie la plus vitale pour le pays, et le mouvement « non offi-

ciel » parti presque entièrement des ateliers de mécaniciens. Grâce à l'armistice et à différentes causes qu'il serait trop long d'exposer ici, cette industrie, ayant perdu de son importance, le mouvement des *Shop Stewards* et des *Workers' Committees* fut réduit pendant quelque temps à presque rien. Quelques doctrinaires ont prétendu que tant que le capitalisme dominera, l'organisation soviétique de l'industrie ne pourra fonctionner, que les soviets ne peuvent prendre naissance que pendant une crise révolutionnaire où on les verra alors surgir spontanément partout. Ceux qui s'efforcent de ranimer le mouvement des conseils ouvriers n'acceptent pas cette opinion. Ils croient qu'il est possible d'organiser de façon très étendue une organisation nationale soviétique avant le déclenchement de la crise révolutionnaire. Ils estiment qu'une organisation de ce genre est absolument essentielle en Angleterre pour donner une vitalité aux grandes organisations ouvrières, lesquelles sont en ce moment entièrement sous le contrôle de ronds-de-cuir et de chefs réformistes aux ambitions parlementaires: A la conférence de Sheffield assistèrent, outre les délégués des mécaniciens, ceux de trois unions importantes : celles des mineurs, des marins et des ouvriers du bâtiment. Voici quelques-unes des questions qui furent mises à l'ordre du jour de la conférence :

1° La révolution mondiale et les devoirs immédiats de la classe ouvrière, des organisations industrielles ;

2° Les trade-unions et la dictature du prolétariat ;

3° L'étatisation et le contrôle de l'industrie ;

4° Les conseils ouvriers et le chômage ;

5° Les trade-unions de Grande-Bretagne et la révolution.

Il est à noter que presque tous ceux qui ont eu une activité dans le mouvement des conseils ouvriers se sont opposés et continuent à s'opposer à l'idée que des révolutionnaires sacrifient la plus petite partie de leur temps à préparer l'élection de candidats communistes au Parlement. D'autre part, ils ont dépassé le doctrinarisme syndical, en reconnaissant la nécessité d'une action politique au sens le plus large du mot à côté d'une action industrielle. Ils espèrent que le Parti Communiste s'organisera dans son action politique tout à fait en dehors de l'action parlementaire. En attendant, ils désirent agir en collaboration étroite avec le Parti Communiste de Grande-Bretagne, et il est fort probable qu'ils influencent le Parti de façon à lui faire adopter une tactique qui se détourne du « parlementarisme révolutionnaire » conseillé par Lénine. La plupart des esprits les plus actifs dans le mouvement des conseils ouvriers, estiment que le parlementarisme révolutionnaire est tout à fait inapplicable aux conditions anglaises, et est terriblement périmé.

Le mouvement des conseils nationaux d'ouvriers est directement affilié à l'internationale rouge des

syndicats et est la plus active des organisations qui s'occupent de recruter des adhérents à l'Internationale Rouge en Grande-Bretagne. 238 trade-unions sont à présent affiliées à l'Internationale Rouge et ont par là rompu avec Amsterdam. A part ces grandes unions nationales, des conseils de district et différents syndicats sont partisans de l'affiliation à l'Internationale Rouge. La fédération des mineurs du comté de Fife (Ecosse) y a adhéré, et enverra un délégué à Moscou le 1^{er} juillet.

Londres, le 10 avril 1921.

Eden et Cedar PAUL.

Comité de la 3^e Internationale

Réunion Plénière

L'assemblée plénière du Comité aura lieu le vendredi 29 avril, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne.

Ordre du jour :

Les Statuts du Parti.

Il est rappelé que, selon une décision du Comité doivent seuls assister aux assemblées plénières, les délégués dûment mandatés par leurs sections. Les secrétaires de groupe doivent envoyer les noms de leurs délégués au secrétariat.

LE SECRÉTAIRE.

NOTRE SOUSCRIPTION

47^e et 48^e Listes

Quinet, Neufmesnil, 5 fr. 95. — Michailowsky, 1 fr. — Un fidèle, 5 fr. 05. — Pautel Marseille, 2 fr. 35. — Liste n° 482, 51 fr. — Louis Bor, 5 fr. — A. M., Le Havre, 10 fr. — Un communiste admirateur de Lénine, 2 fr. 50. — Liste n° 309, versé par Perrin, 37 fr. 55. — Mafer, Rouen, 3 fr. — Un ex-reconstructeur, dégoûté de voir la prose de Renaudel s'étaler dans le *Populaire*, 5 fr. — Dr X., Bucarest, 50 fr. — Citoyenne A. G., 10 fr. — Un camarade 9^e Section 25 fr. — J. L., Champigny. Y a-t-il vraiment des lecteurs du *Populaire*, 5 fr. — Raymond Lavergne, Caen, 7 fr. 50. — Pour soutenir le *Bulletin*, un abonné de Lyon, 3 fr. — A. V., supplément d'abonnement, 1 fr. 50. — X..., Le Caire, 50 fr. — Liste n° 941, versé par Dumas, 17 fr. 35.

Total de la 47^e liste..... 297 75

Total des listes précédentes..... 12.772 85

Total général..... 13.070 60

L'Orient et la Révolution

Le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste a reconnu que, « dans les pays arriérés, les masses populaires seront amenées au communisme, non par le développement capitaliste, mais par le développement de la conscience de classe, sous la direction du prolétariat éclairé des pays capitalistes avancés ». La reconnaissance de ce principe a été imposée par l'expérience des républiques soviétistes nationales sur le territoire de l'ex-empire russe et par l'éveil révolutionnaire des peuples coloniaux et des nationalités opprimées de l'Orient : Inde, Chine, Perse, Turquie, etc... Ces peuples avaient été coupés par l'impérialisme européen de la voie de leur développement historique. Ils se sont trouvés en dehors de la révolution technique, du bris des anciennes formes sociales et du progrès de la civilisation. Le capitalisme européen n'a point révolutionné, dans ces pays, le mode de production. Il n'a fait qu'élever sur le régime féodal-patriarcal, qui s'y était constitué au cours des siècles, sa propre *superstructure*, sous la forme d'une bureaucratie impérialiste, d'une agence commerciale du capital européen et d'une industrie « d'importation » européenne. Il a renforcé l'exploitation de la population agricole, en opérant la main-mise sur les terrains les meilleurs, sur les sources des matières et du combustible, mais n'a pas anéanti l'antique exploitation féodale réactionnaire. Où il l'a pu, par exemple aux Indes, il a tué l'industrie locale des petits artisans, en remplaçant sur le marché indigène les articles de fabrication locale par des articles manufacturés d'Europe. La main-d'œuvre, rendue vacante par la suppression des petits métiers, a été employée à l'agriculture. L'instauration de l'hégémonie industrielle et de la dictature militaire et politique du capital européen dans les colonies a entraîné, pour ainsi dire, « l'attachement à la terre » de la grande majorité de la population indigène et, par une conséquence inévitable, l'émigration dans les rayons industriels de l'excédent de la population (ainsi, l'exode des Persans réduits à venir chercher du travail à Bakou) et les mortalités effrayantes qui désolent périodiquement certains pays, aux époques de disettes (Inde).

Le rôle du capitalisme européen

Ainsi, le capitalisme européen a retardé aux colonies le développement économique, aussi bien que celui de la culture ; il a maintenu artificiellement les anciennes formes sociales et la vieille idéologie réactionnaire. Certes, il ne pouvait se manifester autrement sur cette partie du globe et, à tout prendre, il a rempli son rôle d'agent révolutionnaire inconscient. Karl Marx reconnaissait ouvertement cette « mission civilisatrice », même en ce qui concerne l'ancienne Russie tsariste. « La domination russe, » écrivait-il, le 23 mars, dans une lettre à Fr. Engels — malgré sa turpitude, malgré toute sa malpropreté slave a une influence civilisatrice sur la mer Noire et la mer Caspienne, sur l'Asie Centrale et sur les Bachkirs et les Tartares ». Mais là n'est pas la question. Le capitalisme « d'importation » avait ceci de particulier que, aux colonies, il ne suivait pas dans son action la même méthode qu'en Europe et en Amérique. Il ne labourait pas la terre pour la fabriquer capitaliste. Il s'en tenait

au système de la jachère : les terrains à défricher étaient incendiés, on y laissait croître toutes les céréales jusqu'à complet épuisement du sol, puis on les abandonnait pour d'autres. C'était la culture intensive dans toute sa rapacité. L'artisan ruiné ne se transformait pas en prolétaire industriel, il était transporté de force sur la terre, où il devait travailler en qualité de journalier demi-serv et où il devenait littéralement la bête de somme du riche propriétaire ou du directeur d'une exploitation européenne. Le nomade qui perdait son troupeau avait le même sort. Quand au petit producteur autonome, qui n'allait pas vendre sa main-d'œuvre dans une ferme capitaliste, il était réduit à la misère, il devenait le débiteur insolvable de l'usurier de l'endroit et du commissionnaire européen. Détruisant la petite industrie indigène et ruinant l'économie agricole, le capitalisme européen, en même temps, réservait toutes les charges, tous les honneurs et tous les postes importants aux porteurs de la haute culture », aux Européens.

L'Européen est ingénieur, contremaitre, commissionnaire, administrateur ; l'indigène, manœuvre et agriculteur. De même que, dans la société capitaliste, tout le développement des forces de production s'effectue sous forme de renforcement de la domination du capital sur le travail, dans les colonies, ce développement n'a fait qu'augmenter l'antagonisme de classe entre la nation dominatrice et la nation opprimée. Le capitalisme européen n'a guère inquiété les milieux dirigeants, ni les exploités des peuples qu'il opprimait. Les gros propriétaires, les marchands, les usuriers indigènes, le clergé et même les sous-ordre policiers sont restés à leur poste, consacrés par l'habitude, la religion et l'histoire. Seulement, au-dessus d'eux, ont surgi de nouvelles figures ; ce sont les représentants de la bureaucratie impérialiste et du capital européen, les missionnaires chrétiens et les agents commerciaux. A l'exploitation féodale du paysan par le gros propriétaire, l'usurier et l'Etat despotique, est venue s'ajouter l'oppression de la nation tout entière par le capital étranger. Aussi le joug européen, loin de détruire les coutumes civiles et familiales arriérées, ainsi que la traditionnelle idéologie ancestrale, n'a-t-il fait que les consolider en les rendant chères aux masses opprimées, qui voient en elles une forme de conservation de leur culture nationale, en tant qu'une arme dans la lutte qu'elles soutiennent pour leur autonomie politique et leur culture propre contre l'assimilation violente du capital européen. C'est ce qui explique la force de l'influence du panslavisme, du panmongolisme, du panasiatisme (« l'Asie aux Asiatiques »), et des autres mouvements analogues tendant à consolider la position des classes possédantes dans les nationalités opprimées.

« Le désir de sauvegarder de l'invasion du capitalisme les anciennes formes arriérées de production : voilà la base économique qui a réalisé sans difficulté l'unification des masses immenses dispersées sur les continents de l'Asie de l'Afrique et de l'Europe » (1). Le panslisme ainsi

(1) Effendieff. Courants politiques parmi les musulmans, *La vie des nationalités* (N° 33, p. 41, 1919).

que les autres mouvements analogues en sont des exemples frappants.

Le capitalisme européen n'avait pas encore eu le temps de dissoudre, dans la chaudière industrielle, la population des colonies et des peuples à demi asservis de l'Orient, que la révolution communiste du prolétariat européen éclata. Celle-ci fut la conséquence fatale de cette disproportion de développement des différentes parties de l'économie mondiale, disproportion qui constitue l'essence même du mode capitaliste de production. Le capitalisme a creusé un abîme entre l'industrie développée et l'économie rurale arriérée. Le capitalisme a provoqué une contradiction entre la production des objets de consommation et la production des moyens de production eux-mêmes. Il a fait se heurter le progrès industriel de l'Europe avec l'état économique arriéré des colonies. C'est justement la transformation du capitalisme industriel en l'impérialisme, qui a été la cause de la guerre mondiale.

Pendant la guerre impérialiste, beaucoup de peuples coloniaux ont été contraints de fournir des contingents militaires et des armées ouvrières pour la guerre, en Europe. La guerre impérialiste a fait surgir la *question nationale sur l'échelle historique mondiale* sur l'échelle de l'économie mondiale. S'appuyant sur la Turquie, l'impérialisme allemand a tenté d'attirer dans son camp les peuples de l'Orient. L'impérialisme de l'Entente, en vertu de sa situation internationale, devait naturellement plutôt spéculer sur ses affinités latines et slaves en Europe.

Dictature militaire et politique de conquête

La guerre impérialiste a privé les colonies de tous les « avantages » de leur liaison avec le capital européen : marchandises, moyens techniques et capitaux européens ; en même temps, au tribut habituel des colonies elle a ajouté la chair à canon et une foule de matières premières. Le joug politique a été également renforcé. Le résultat de la guerre a été, d'un côté, le partage de Versailles, et de l'autre, la révolution prolétarienne russe et la crise révolutionnaire en Europe. Et ainsi était prédéterminée la marche de la révolution en Orient. *La guerre a restreint la base, le fondement du mode capitaliste de production, non seulement pour l'économie nationale de chaque pays en particulier, mais pour toute l'économie mondiale.* De même que, en Europe, le capitaliste industriel et entreprenant du temps de paix, qui, embauchant partout de la main-d'œuvre et perpétuellement à la recherche de capitaux disponibles, déversait sans interruption sur le marché des flots de marchandises, a été remplacé par le spéculateur, ennemi déclaré de la grande consommation, protagoniste conscient de la réduction continue de la production sociale, de même, en Orient, le commis-voyageur, européen, le « conquérant pacifique » a été remplacé par le véritable conquérant, par le pacificateur aux épaulettes d'or, revêtu de l'armure menaçante de la technique militaire européenne, et muni d'un « mandat » sur une quantité indéterminée d'esclaves coloniaux et sur des territoires illimités. En Europe, la guerre civile a fait de la dictature militaire une nécessité économique. L'éveil des peuples opprimés d'Asie à la lutte pour leur existence nationale, a fait également du renforcement de la politique de conquêtes du capital, en Orient, une nécessité économique. La dictature militaire en Europe, et la politique de conquêtes en Asie ont

été, pour le capitalisme, au milieu de la désorganisation mondiale et de la crise révolutionnaire générale, les seuls moyens d'élargir sa base de production. Piller l'un pour faire des cadeaux à l'autre, faire des cadeaux à celui-ci pour piller un troisième, et ainsi de suite, sans fin : voilà l'essence réelle de la politique de l'impérialisme international, obligé de louvoyer devant la révolution prolétarienne en Europe et la révolution coloniale en Asie.

La communauté du danger suscite la communauté des intérêts et la solidarité dans la lutte. *L'alliance avec le prolétariat communiste européen* a surgi devant les peuples de l'Orient, comme une impérieuse nécessité historique. La large voie de l'histoire mondiale a vu la collision du capitalisme avec ses héritiers directs : les prolétaires révolutionnaires et avec ses bâtards : les peuples opprimés. Le capitalisme a divisé l'humanité en nations dominatrices et nations opprimées. La révolution a réalisé l'union des travailleurs des nations dominatrices avec la majorité des travailleurs des nations opprimées.

C'est par la révolution prolétarienne en Russie, qu'a débuté la crise révolutionnaire mondiale. La victoire du prolétariat dans l'empire des tsars, cette « prison des peuples », a donné une détermination concrète du contenu de cette alliance. Le révolutionnaire russe A. I. Hertzén a écrit : « Les Européens considèrent que la Russie, c'est l'Asie ; des Asiatiques, eux, considèrent que la Russie, c'est l'Europe ». Telle était la situation de la Russie tsariste. En Europe, elle remplissait le rôle de gendarme international ; en Asie, elle menait la politique de grande puissance des bandits européens. Quelque étrange que cela puisse paraître, l'ancienne formule, mais retournée, pourrait servir à caractériser la situation actuelle. Aux yeux de l'Europe, des banquiers et des grands propriétaires, la République Socialiste Fédérative Russe des Soviets apparaît comme le propagateur d'une terrible infection dénommée : « Le bolchevisme asiatique ». En Orient, la Russie s'est trouvée être le porteur des idées de la révolution communiste européenne. C'est, en cette occurrence, que s'est manifestée toute l'importance révolutionnaire de notre situation géographique entre l'Orient et l'Occident. Le prolétariat russe, le premier, a dû résoudre pratiquement la question de l'accession de la masse des petits producteurs à la révolution communiste ; le premier, il a dû résoudre la question de la transformation des mouvements nationaux, *national-démocratiques* en mouvements *socialistes-révolutionnaires*... La marche antérieure du développement historique lui rendait la victoire facile. Concentré dans des foyers intenses de la grande industrie, disposant pour manœuvrer d'espaces immenses, le prolétariat du premier coup, s'est trouvé dans une position stratégique plus avantageuse que ses ennemis ; c'est des confins du pays où elle avait tenté de s'appuyer sur les *milieux possédants et exploitants*, des nations auparavant opprimées par le tsarisme, que la contre-révolution a dû prendre l'offensive. En effet, toute l'histoire antérieure de la Russie avait été l'histoire de la colonisation » (2).

L'un des premiers actes du gouvernement prolétarien fut de promulguer « la déclaration des droits des peuples de la Russie » (2 novembre 1917), dans laquelle il reconnaissait à tous les peuples de l'ancien empire du tsar, le droit de disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris celui de se séparer de la Russie, pour former un Etat national distinct. Néanmoins, pour incarner le

(2) L'expression est de Klutchewski.

droit à l'autonomie nationale dans les formes soviétistes, il fallait avant tout surmonter la contradiction historique, qui existait entre la ville russe et le village non russe privé de tous droits nationaux. Il fallait gagner la confiance des masses laborieuses des nationalités opprimées, en faisant disparaître chez les couches retardataires de la masse ouvrière russe le nationalisme inconscient, dont elles sont imprégnées, et en montrant clairement aux opprimés la nature véritable du pouvoir soviétiste, du pouvoir des travailleurs. En réalité, cette tâche coïncidait avec une autre : celle d'attirer la masse des petits producteurs, des paysans moyens de la Russie Centrale au régime soviétiste, et c'est ce qui en facilita la solution. La contre-révolution aida à démasquer la démocratie bourgeoise aux yeux du paysan moyen qui vit, derrière le socialisme révolutionnaire avec ses grandes phrases, surgir la figure du propriétaire foncier. *La contre-révolution contribua à enlever leurs illusions sur la démocratie nationale-bourgeoise aux travailleurs des nations opprimées par le tsarisme* ; en effet, durant la guerre civile, ceux-ci virent nettement, derrière les intellectuels nationalistes belliqueux, se dresser les figures de l'ancien gendarme russe, du patriote russe fabricant de cotonnades et de l'impérialiste européen. Koltchak, Dénikine, Mannerheim, Skoropadski, les généraux alliés et allemands démasquèrent ainsi l'« Alach-Orda » kirghiz, les partisans ukrainiens de Petlioura et de beaucoup d'autres encore.

La séparation des classes

On peut dire, sans exagération, que c'est au cours de la guerre civile que s'est effectuée la séparation bien tranchée des classes chez les nationalités opprimées par le tsarisme. C'est dans la lutte directe, c'est au cours de la collision des intérêts de classe que les masses ont acquis l'expérience révolutionnaire et que *se basant sur cette expérience révolutionnaire*, elles ont passé à de nouvelles formes d'organisation sociale. Les stepes kirghiz donnèrent naissance à l'« Alach-Orda », partisan déclaré de la Constituante de Samara, laquelle amena l'avènement de Koltchak et, c'est sous la botte de Koltchak, que les masses laborieuses kirghiz se rallièrent consciemment au pouvoir soviétiste. La Bachkirie fit la même expérience. L'Ukraine devait parcourir une série encore plus longue d'étapes successives : tout d'abord, ce fut la lutte entre la Rada et le pouvoir soviétiste qui s'appuyait surtout sur les ouvriers nouvellement arrivés ; ensuite, vint le général allemand Eichhorn avec l'ataman Pavlo Skoropadski ; après eux, ce fut le tour de Petlioura et des généraux français ; puis, la brève domination du pouvoir soviétiste renversée par les émeutes des gros bonnets campagnards et des partisans de Petlioura ; à la suite de ces derniers apparut le représentant de la Russie « une et indivisible », Dénikine ; et enfin, par la logique inéluctable des événements, le pouvoir soviétiste ukrainien. La métamorphose de Vinnitchenko, chef de la Rada bourgeoise, en vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple de la République Soviétiste Ukrainienne est plus éloquent que toutes les démonstrations.

C'est dans le cours de la guerre civile entre la dictature du prolétariat et l'impérialisme, que *le pouvoir soviétiste est devenu la forme de l'autonomie nationale et de la différenciation des classes chez les masses laborieuses des nationalités opprimées par le tsarisme*. Sur le territoire de l'ex-empire russe, l'alliance des peuples oppri-

més avec le prolétariat révolutionnaire s'est effectuée *sous la forme de la fédération socialiste des républiques nationales soviétistes*. La révolution soviétiste chez les peuples de l'Orient, qui formaient auparavant partie intégrante de l'empire russe, a jeté un pont entre l'Occident communiste et l'Orient révolutionnaire.

Le prolétariat russe a su profiter de sa situation spéciale pour dresser simultanément contre l'impérialisme des millions de communistes dans la personne des prolétaires d'Europe et une muraille menaçante dans la personne des travailleurs révoltés de l'Orient. Le camarade Lénine a bien signalé l'importance internationale de plusieurs traits essentiels de notre révolution, quand il a dit que « la fatalité des lois historiques amènerait inévitablement la répétition, sur une échelle internationale, de ce qui avait eu lieu chez nous » (3). Le pouvoir soviétiste, en tant que forme étatique de l'organisation de classes des masses laborieuses, a victorieusement subi l'épreuve de la pratique dans la ville révolutionnaire industrielle de Pétrograd, aussi bien que dans le hameau russe du gouvernement de Viatka : parmi les paysans tartares, riverains de la Volga comme dans les villages ukrainiens ; dans l'Orient si fortement attaché à ses coutumes nationales, dans l'Orient où règne le patriarcat et où les liens de consanguinité sont encore si vivaces comme dans le pays des Kirghiz, comme en Bachkirie, comme au Turkestan et en Azerbeïdjan. Partout il a montré sa valeur. Karl Marx avait déjà signalé cette particularité du gouvernement prolétarien dans sa critique de la Commune de Paris. « Les interprétations sur la signification de la Commune, la *diversité des intérêts* qu'elle exprimait, prouvent qu'elle était une *forme étatique extrêmement élastique*, tandis que toutes les formes étatiques précédentes étaient foncièrement *des formes d'oppression*. Son secret consistait en ce qu'elle était essentiellement le gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte entre la classe productrice et la classe exploitrice, la forme politique longtemps cherchée, susceptible d'accomplir l'émancipation du travail » (4).

La révolution accélère au plus haut point la marche des événements. Elle accentue à l'extrême, même dans les milieux les plus arriérés, les contradictions de classes. Le long apprentissage historique fait place à un apprentissage selon la méthode révolutionnaire. Les peuples et les classes sociales vivent, en quelques mois, plus qu'en des douzaines d'années de développement normal.

Oppresseurs et opprimés

La révolution mondiale contre l'impérialisme met au même rang les oppresseurs et les opprimés.

La transformation des mouvements bourgeois-nationaux en mouvements social-révolutionnaires a sa source dans le conflit des intérêts de classe, conflit qui se manifeste avec une acuité particulière chez les nations, lors de la conquête de leur indépendance, et qui peut également être provoqué par une influence extérieure : celle de la conjoncture internationale. La suppression de la domination bourgeoise au sein des nations avancées, entraîne fatalement les plus plus arriérés dans la voie de la révolution soviétiste. La contre-révolution entre en scène dans le rôle de parti agresseur.

(3) N. Lénine. La Maladie Infantile du Communisme.

(4) Karl Marx. La guerre civile en France.

La dictature de l'impérialisme démasque le nationalisme bourgeois en Occident, aussi bien qu'en Orient. Les milieux dirigeants des nations opprimées s'efforcent immédiatement de s'emparer de la machine étatique comme de leur proie de classe. Pour eux, la révolution nationale est l'élargissement du fondement national de l'exploitation. Cet élargissement consiste en ce que le fabricant, le marchand et le grand propriétaire expulsent les intrus étrangers et créent leur propre appareil étatique d'oppression de classe. D'autre part, « en même temps que la production se développe, surgit dans le peuple le besoin d'une classe d'intellectuels qui lui parlent dans sa langue se transforme en un besoin de culture nationale pure, même si cette culture, par son contenu, devait être tout ce qu'il y a de plus international. Et si une nation éprouve le besoin d'une classe intellectuelle nationale, cette classe, à son tour, ressent le besoin d'une grande nation intellectuellement très développée » (5).

La bourgeoisie nationale et la classe des intellectuels bourgeois veulent avoir leur marché, leur Bourse, leur bureaucratie, leur corps d'officiers, leurs écrivains et leurs journalistes, leurs ministres, leurs députés, leurs professeures et leurs musiciens. Au début, leur besoin national trouve son expression dans le développement bourgeois. Mais ce besoin, dans la désorganisation économique et la crise révolutionnaire mondiale, se heurte fatalement aux contradictions de classes dans une nation qui conquiert son indépendance nationale. La démocratie, au nom de l'intérêt national, se transforme en une dictature nationale bourgeoise. La Finlande, pays de vieilles traditions démocratiques, en est un exemple frappant. « Il nous semblait — écrit le camarade Kuusinen sur le début de la révolution en Finlande — que la démocratie parlementaire ouvrait à notre mouvement ouvrier une voie large et unie menant droit au but. Notre bourgeoisie n'avait à sa disposition ni armée, ni police tant soit peu sûre ; bien plus, elle n'avait même pas la possibilité de les organiser légalement, car, pour cela, il aurait fallu l'assentiment de la majorité socialiste du seim » (6). Et néanmoins, la bourgeoisie organisa sa garde blanche et défit la classe ouvrière finnoise avec l'aide des impérialistes allemands.

La démocratie bourgeoise ne peut assurer non plus, la paix nationale dans les pays devenus indépendants et renfermant des minorités nationales. C'est là, la conclusion pratique de l'expérience de l'Ukraine : « La démocratie petite-bourgeoise ne peut se maintenir au pouvoir en Ukraine, car la lutte intestine la fractionna en partis adverses (7), la classe des intellectuels et la bourgeoisie, dans une nation qui s'affranchit, professent un nationalisme bourgeois agressif, et cela les amène à trahir la cause de la libération nationale, à passer dans le camp des impérialistes, auxquels ils achètent leur domination bourgeoise au prix de la liberté nationale. Les exemples sont légion : la Lettonie, l'Ukraine, la Finlande, la Pologne, l'Esthonie, la Tchéco-Slovaquie, la Géorgie, le gouvernement moussavat de l'Azerbeïdjan, la Grèce, « l'Etat israélien de Palestine », l'Etat pseudo-national de Perse qui, de peur de la révolution soviétiste, s'est jeté dans les bras des Anglais, etc. Le nationalisme agressif de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers au sein des

nations opprimées fait de ces dernières les *Etats tampons* des puissances impérialistes contre la révolution. Par suite, le conflit social, l'antagonisme de classe se manifeste tout d'abord dans le domaine des intérêts nationaux : les masses laborieuses réclament l'indépendance nationale qui les délivre du joug social des impérialistes ; les milieux exploités ont besoin de leurs privilèges de classe dominante et, comme le joug étranger a été, jusqu'à l'heure actuelle, un puissant moyen de conservation des formes les plus réactionnaires de l'exploitation de classe — en Orient, des coutumes féodales et patriarcales, — l'éveil révolutionnaire des masses laborieuses transporte la révolution, du terrain national, sur le terrain des relations sociales. *La question nationale se pose comme une question d'inégalité de classe.* La raison en est parfaitement compréhensible : si le capital industriel et la classe des intellectuels sont, les premiers temps, des protagonistes de la libération nationale, les grands propriétaires fonciers et la bureaucratie indigène sont les partisans déclarés de l'assimilation européenne. La révolution nationale dirigée contre les envahisseurs étrangers et les grands propriétaires fonciers indigènes pousse alors la classe marchande dans le camp de valets de l'impérialisme. Et ainsi la conclusion générale est claire : *tous les mouvements nationaux-bourgeois dirigés par les milieux possédants, par les milieux des exploités, ont une tendance objective à s'adapter à l'impérialisme, à entrer dans le système impérialiste des « grandes puissances », à se transformer en « Etats tampons » et en colonies.* Au début, la tendance inconsciente purement historique de tous les mouvements nationaux-révolutionnaires des masses laborieuses, dans les colonies et dans les pays à demi asservis, est de s'appuyer sur une organisation étatique révolutionnaire, une organisation de classe du prolétariat des pays avancés, pour s'assurer ainsi la liberté du développement national dans le système en formation de l'économie socialiste mondiale.

L'avènement des organes de la gestion révolutionnaire autonome des endjoumen lors de la première révolution persane, l'expérience des républiques soviétistes nationales de l'Orient, le début du mouvement paysan révolutionnaire en Orient, la naissance des mouvements communistes en Perse, en Turquie, en Chine, et aux Indes : tout cela prouve que les masses laborieuses de l'Orient marchent vers la fédération internationale des républiques soviétistes nationales.

Pour le groupement des éléments communistes

C'est en se basant là-dessus, que le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste a décidé de soutenir les mouvements révolutionnaires nationaux dans les colonies et dans les pays arriérés, mais à la condition expresse que les éléments vraiment communistes des futurs partis prolétariens dans lesdits pays soient groupés et instruits de leurs tâches spéciales, *de leur devoir de combattre le mouvement bourgeois-démocratique* au sein de leur nation ; l'Internationale Communiste doit entrer en alliance temporaire avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec elle ; et en conservant à tout prix l'indépendance du mouvement prolétarien, même dans sa forme embryonnaire ». En Orient, comme en Occident, la voie a été frayée au pouvoir soviétiste par tout le processus du développement capitaliste lui-même. En Occident, elle l'a été par la transformation du capi-

(5) Kautsky. Les problèmes nationaux, 11, T. 2, p. 42. 1918.

(6) Kuusinen. La Révolution en Finlande (1919).

(7) M. Raphes. Deux années de révolution en Ukraine (1920). P. 107.

talisme industriel « pacifique », de l'impérialisme et de la démocratie bourgeoise en dictature militaire ; en Orient, par l'implantation du capitalisme en qualité d'organisation étrangère de la domination de classe, en qualité de superstructure de la société indigène. Dans l'Inde, comme le signale le communiste hindou, le camarade Roy, « nous voyons, pour la première fois dans l'histoire, tout un peuple exploité économiquement par un pouvoir d'Etat authentique » (8). Mais il n'en a pas été ainsi que pour l'Inde. Le Turkestan russe, jusqu'à la révolution, a été dans la même situation. Aujourd'hui encore, le même état de choses règne en Perse, en Chine, dans toutes les colonies. Quant à l'organisation gouvernementale des groupes d'exploiteurs indigènes, elle est relativement faible en Orient, où elle revêt un caractère purement féodal.

Sur la Perse, V. Bérard s'exprime ainsi : « La Perse n'est pas un Etat ; ce n'est pas non plus une nation. C'est un étrange assemblage d'anarchie féodale et de système fiscal centralisé, un mélange instable de peuplades nomades et de cultivateurs à peine fixés à la terre, une fédération monarchique ou, plus exactement, le troupeau des nationalistes du shah. » (9).

Le caractère oppresseur et exploiteur du pouvoir étatique apparaît ici dans toute son évidence. La base de toute la vie sociale, c'est le petit agriculteur, féroce exploité par l'Etat féodal, par le grand propriétaire foncier et par le capital commercial, véritable usurier.

Le fait que, en Orient, le pouvoir d'Etat — aussi bien le pouvoir féodal indigène que le pouvoir des « intrus » : les impérialistes européens — se manifeste avant tout, comme l'exploiteur immédiat de la population dans le domaine économique a une immense importance politique : aucune révolution politique n'est possible ici sans une révolution économique. C'est ce que l'expérience confirme. « A l'instar de ses congénères occidentaux, la ploutocratie exploiteuse des pays du Levant, s'est efforcée de donner à son pouvoir l'apparence d'un pouvoir populaire. C'est le mot d'ordre : « Liberté et Egalité » qui a présidé à l'introduction du régime parlementaire en Turquie et en Perse, ainsi qu'à la transformation en républiques démocratiques, de la Géorgie — sous la direction des menchéviki, de l'Arménie — sous la direction des dachnaks et de l'Azerbeïdjan — sous la direction des moussavats. Néanmoins, tous ces politiciens n'ont pu arriver à donner même l'illusion de la démocratie. Les masses populaires plongent dans une misère moule, tandis que les agents de l'impérialisme étranger nagent dans l'opulence ; la terre reste au pouvoir de ses anciens possesseurs ; au grand dommage des travailleurs, l'ancien système fiscal est conservé ; l'Etat non seulement tolère, mais encourage l'usure » (10).

La forme de la révolution en Orient

La révolution « bourgeoise démocratique », en Orient, prend inévitablement la forme d'une révolution dynastique : elle élargit les privilèges des exploités, mais n'allège aucunement le fardeau de l'exploitation pour les opprimés. La féodalité

(8) *Internationale Communiste* N° 12.

(9) V. Bérard, *La Perse et la révolution persane de 1912*.

(10) Thèses sur le pouvoir soviétiste en Orient, du camarade Bela-Kun, adoptées par le Congrès des Peuples de l'Orient (septembre 1920).

indigène ne fait qu'endosser la détroque de « la démocratie européenne ».

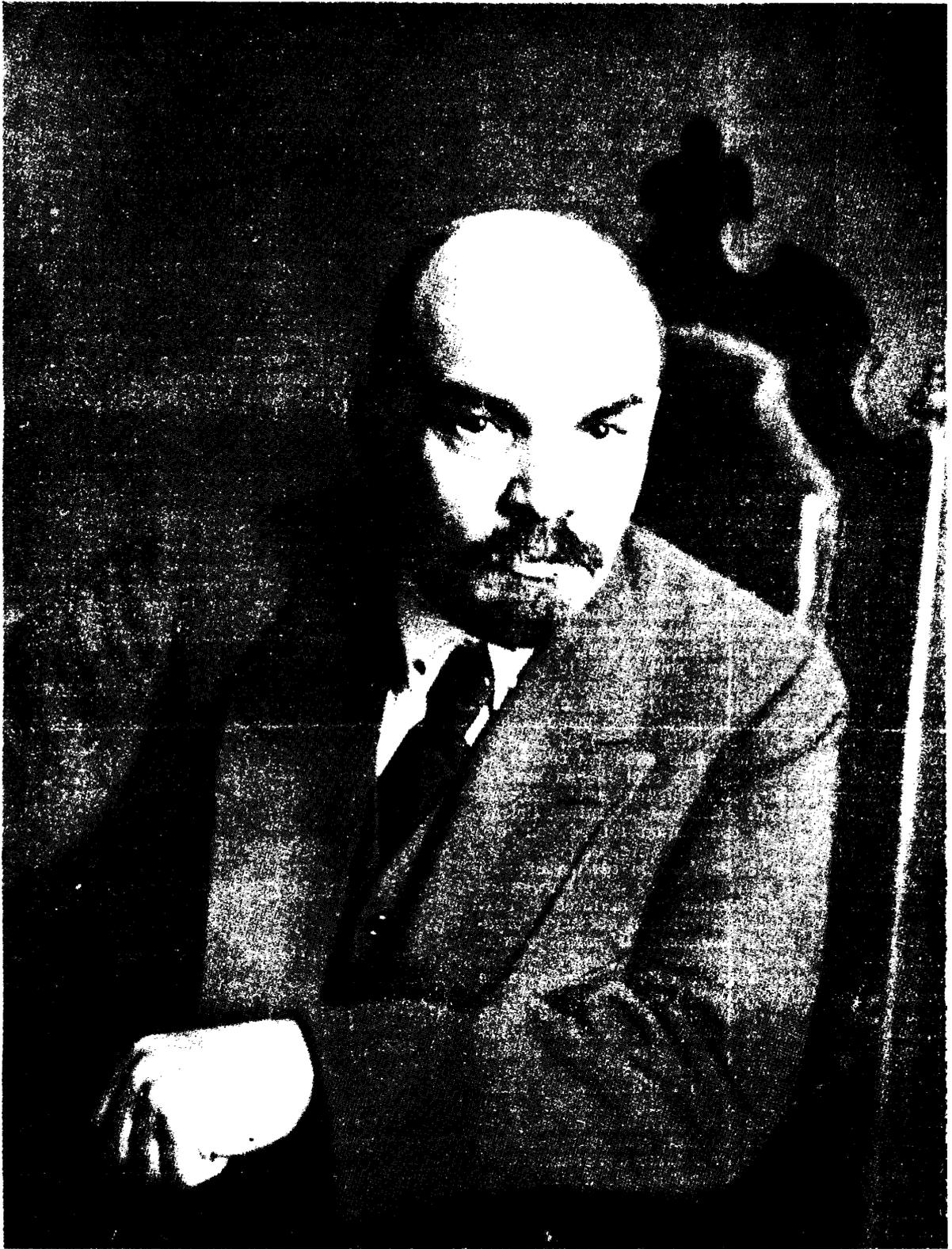
L'Orient, c'est l'histoire vivante. On y retrouve encore par endroits des survivances du régime communautaire primitif (clan, patriarcat), les coutumes patriarcales et féodales s'y sont conservées dans toute leur force. La religion de l'Orient est une religion à la fois sociale et politique. Elle consacre le régime civil et familial existant. Elle est le soutien direct de l'inégalité sociale. Elle joue à peu près le même rôle que le catholicisme au moyen âge. « Du point de vue musulman orthodoxe, l'Etat musulman théocratique est la communauté des croyants, dont le représentant sur la terre est le « sultan » (souverain, dirigeant) ; celui-ci n'est rien de plus que le délégué de Dieu ici-bas, délégué ayant pour mission de s'occuper — conformément aux exigences du « chariat » (loi religieuse) — des affaires civiles et religieuses de la communauté qui lui a été confiée par Dieu ; pour cela, il reçoit, de même que les « amiliami » (collecteurs du « ziakat », impôt rituel) et les autres serviteurs de la communauté, la modeste gratification de quarante kopets par jour. Le « ziakat » qui devrait être employé à aider les pauvres, les orphelins, les invalides à mener la guerre contre les infidèles, qui devrait être affecté, en somme, aux besoins de la société et de l'Etat, est devenu, entre les mains des derniers souverains musulmans, un revenu personnel dont ils disposent à leur gré, sans contrôle aucun et d'une façon absolument illégale ; les troupes et même la milice populaire, créées pour guerroyer contre les infidèles, répandre par la force des armes l'Islam et protéger la communauté des ennemis extérieurs, se sont transformées peu à peu, entre les mains des souverains, en gardes du corps opprimant le peuple et servant exclusivement les intérêts personnels ou dynastiques de ces souverains. La communauté musulmane s'est transformée en rayat, en troupeau d'esclaves dociles, muets » (11).

La main mise, durant une longue série de siècles, sur la plus-value totale du travail devait être un obstacle à l'extension de la production sociale et empêcher tout progrès technique et économique. L'éterpe primitive (ketmen), la charrue primitive (omatch) sont, actuellement encore, presque les seuls instruments agricoles du cultivateur, en Asie Centrale. Là, le Capital s'est naturellement arrêté dans son développement ; il n'est pas allé plus loin que l'usure et le trafic des articles de bazar.

La loi religieuse (chariat) définit ainsi le droit de propriété. « Tout ce que l'homme possède, que ce soit la chose elle-même ou ses fruits, c'est là la propriété (mulk) ». Cette définition est le décalque fidèle des formes primitives de la production : la religion reconnaît au propriétaire le droit de vendre les choses qui lui appartiennent, ainsi que leurs « fruits » ; elle lui reconnaît le droit d'aliéner l'excédent du produit de ses biens naturels.

Toute une série de peuples de l'Orient ne sont pas encore complètement arrivés dans leur évolution, à la vie agricole (Kirghiz, Turcomans, Arabes, peuplades de l'Inde septentrionale, Kurdes, etc.). Néanmoins, parmi ces peuples, les survivances du régime communautaire primitif sont, depuis longtemps, devenues une source d'ex-

(11) V. Nalivkine, *Les indigènes, autrefois et maintenant* (1913, p. 15, 16, 17).



V. G. Gorbunov (Soviet)

exploitation de la majorité pauvre par les riches chefs de clans. Comme exemple, nous citerons les Khirgiz des steppes. « Possesseurs d'une économie étendue, le Khirgiz riche a déjà complètement renoncé au labeur physique ; il n'est plus que le dirigeant, l'administrateur ; ceux qui font son travail, ce sont les journaliers. Le nombre de ces derniers varie en moyenne de sept à neuf par économie, mais il y a des économies, où l'on exploite le travail de vingt ouvriers, et même davantage. Un phénomène curieux à observer dans l'économie du richard Kirgiz, c'est l'union des traits caractéristiques du capitalisme contemporain avec ceux de la société nomade primitive... Le clan, malgré sa décomposition évidente, demeure encore, dans la conscience du Khirgiz le propriétaire légitime d'un territoire donné plus ou moins étendu. Le riche Khirgiz, tout en se soumettant à cette indélémitation du droit de jouissance sur la terre, en retire des avantages considérables ; il fait paître sans obstacle ses nombreux troupeaux sur tout le territoire de ses consanguins. Aussi n'a-t-il point, jusqu'à présent, de stimulant qui le pousse à délimiter sa terre de celle de la masse du peuple khirgiz » (12).

La tâche qui s'impose

Par ce qui précède, on comprendra facilement, pourquoi le Congrès des peuples révolutionnaires de l'Orient (Bakou, septembre 1920) a reconnu que « le système soviétiste est le seul qui donne vraiment aux masses laborieuses la possibilité de priver du pouvoir leurs ennemis naturels : les privilégiés (grands propriétaires fonciers, spéculateurs, hauts fonctionnaires, officiers), et de décider elles-mêmes de leur sort. Seul, le pouvoir soviétiste permet aux travailleurs pauvres de conserver entre leurs mains le pouvoir nécessaire pour garder la terre enlevée aux propriétaires fonciers. Le fusionnement des soviets en grandes fédérations et leur autonomie dans les cadres de ces fédérations : c'est là, le seul moyen susceptible d'assurer aux travailleurs des différents pays, qui auparavant s'entr'égorgeaient en Orient, une vie paisible, la destruction du pouvoir des oppresseurs étrangers et indigènes, et la victoire sur toute tentative de la part de ces derniers de restaurer l'ancien état de choses ». A l'organisation de la petite production par la force et l'exploitation d'en haut, la révolution subsiste l'organisation autonome révolutionnaire des petits producteurs — des demi-prolétaires — sous la forme des soviets de travailleurs. « Supprimer la cause première de toute oppression et de toute exploitation, c'est-à-dire le pouvoir des capitalistes envahisseurs étrangers et des tyrans indigènes : sultans, shahs, khans, beys, avec toute leur séquelle de bureaucrates et de parasites ; s'emparer du pouvoir et l'exercer dans tous les domaines : administratif, économique et financier ; refuser de se soumettre, à quelque obligation que ce soit, envers les propriétaires féodaux ; renverser l'autorité de ces derniers ; supprimer toute dépendance personnelle aussi bien qu'économique, à l'égard de ces propriétaires ; abolir la grande propriété foncière, sous quelque forme juridique qu'elle se dissimule ; enlever les terres aux grands propriétaires sans rachat et sans indemnité aucune, et partager ces terres entre les paysans, les fermiers et les journaliers qui les cultivent » (13) : telle est

(12) « Questions de colonisation » (N° 5, 1909) : Structure sociale du peuple kirghiz. P. P. Roumiantseff.

(13) Thèses sur la question agraire, adoptées par le Congrès des peuples révolutionnaires de l'Orient, à Bakou (septembre 1920).

la tâche qui s'impose. L'alliance des républiques soviétistes paysannes de l'Orient avec les républiques socialistes soviétistes de l'Occident : telle est la voie que doit suivre le communisme, pour s'emparer de toute l'économie mondiale.

Le prolétariat d'Occident aidera les travailleurs de l'Orient de ses connaissances, de sa technique et de ses forces organisatrices. Les républiques soviétistes paysannes fourniront à l'industrie socialiste de l'Occident les matières brutes et le combustible qui lui sont nécessaires. Une telle division internationale du travail entre la ville et le village, sur les bases d'une collaboration amicale, est imposée par toute la logique de la lutte contre la désorganisation économique mondiale, manifestation évidente de la décomposition du capitalisme. Ce n'est que par cette division du travail que l'on pourra supprimer la dépendance qui maintient l'économie populaire des peuples de l'Orient sous la tutelle des banques, trusts et syndicats européens et américains.

La voie du salut pour l'industrie européenne qui souffre du manque des matières brutes et du combustible nécessaires à son développement, c'est la colonisation industrielle socialiste de l'Orient. Les soviets ne sont pas un régime de contrainte sur les coutumes nationales et sur les traditions des peuples de l'Orient. Ils ne traînent pas ces peuples de force dans le royaume de la liberté. Au contraire, ils les font chercher leur propre chemin vers le communisme, par la coopération des petits producteurs, par l'organisation des travaux publics (système d'irrigation) et l'organisation des entreprises patronales.

G. SAFAROV.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur